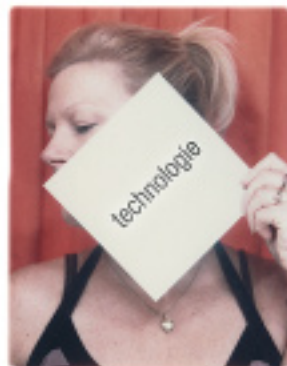


# Savoir

Outaouais

Le magazine de l'Université  
du Québec en Outaouais

Volume 4, numéro 2 • Printemps - été 2004



# FRUCTIFIEZ

avec nous

## Régime d'épargne-études

Offrez l'avenir à vos jeunes...  
avec le Régime d'épargne-études  
Desjardins et les Fonds Desjardins.

En souscrivant au REE Desjardins, vous profitez de :

- ✓ L'avantage de la Subvention canadienne pour l'épargne-études de 20 %
- ✓ La croissance des revenus à l'abri de l'impôt

Consultez votre conseiller Desjardins ou utilisez le simulateur mis à votre disposition sur le site [www.desjardins.com](http://www.desjardins.com), afin de calculer le coût des études de votre enfant, ainsi que les montants à cotiser pour y parvenir.



**Desjardins**  
Caisses de l'Outaouais

Conjuguer avoirs et êtres

Les parts des Fonds Desjardins sont offertes par Desjardins Cabinet de services financiers inc., une compagnie appartenant au Mouvement Desjardins. Veuillez lire le prospectus simplifié attentivement avant d'investir. Les parts de fonds ne sont pas garanties, leur valeur fluctue fréquemment et leur rendement passé n'est pas indicatif de leur rendement futur. L'acquisition de parts de fonds de placement peut donner lieu à des frais de courtage, des commissions de suivi, des frais de gestion et d'autres frais.

**L'Université,**  
ça change **tout le monde!**



**Université  
du Québec  
en Outaouais**

« Omega et Josée  
Étudiants de l'UQO »

Pour obtenir un **perfectionnement professionnel** dans un domaine d'études bien précis, entreprenez des études de **certificat** à l'Université du Québec en Outaouais. Nos programmes vous permettront de compléter votre formation à temps complet ou partiel.

**EXACTEMENT  
CE QU'IL VOUS FAUT!**

Administration • Animation • Arts et design • Communication publique  
• Comptabilité • Informatique • Informatique de gestion • Initiation  
à la rédaction professionnelle • Initiation à la traduction professionnelle  
• Planification financière • Psychologie du travail • Relations industrielles  
et ressources humaines • Santé et sécurité au travail • Sciences comptables  
• Traduction professionnelle • Travail social

Cliquez sur « futurs étudiants »

**[www.uqo.ca](http://www.uqo.ca)**

BUREAU DU REGISTRAIRE  
Pavillon Lucien-Brault

(819) 773-1850  
1 800 567-1283, poste 1850



# Savoir

## Outaouais

### Savoir Outaouais

Le magazine de l'Université du Québec en Outaouais

Volume 4, numéro 2 – Printemps - été 2004

Savoir Outaouais est publié trois fois par année par la Direction des communications et du recrutement de l'Université du Québec en Outaouais. Il est distribué gratuitement aux membres du personnel, aux retraités, aux diplômés et aux différents partenaires de l'UQO, de même qu'aux diverses instances universitaires.

#### Tirage

18 600 exemplaires

**Rédactrice en chef** France Fouquette  
**Vente publicitaire** Yves Melanson  
**Comité d'orientation** Claude Boudreau  
Jean-Claude Desruisseaux  
Pierre Roberge  
**Rédaction** Martine Deschênes  
France Fouquette  
André Magny  
Andrée Proulx  
**Design graphique** Denis LaPointe  
**Photographie** Sylvain Marier

#### Dépôt légal - 2001

Bibliothèque nationale du Québec  
Bibliothèque nationale du Canada  
ISSN 1496-0621

La rédaction de **Savoir Outaouais** laisse aux auteurs l'entière responsabilité de leurs opinions. La reproduction des articles est autorisée, sous réserve de mention de la source et d'une autorisation de la direction du magazine.

Le genre masculin est utilisé sans discrimination dans le seul but d'alléger le texte.

#### Postes Canada

Envoi de poste-publications canadienne  
Numéro de convention 40062974

### Savoir Outaouais

Université du Québec en Outaouais

Direction des communications et du recrutement  
283, boulevard Alexandre-Taché  
Case postale 1250, succursale Hull  
Gatineau (Québec) Canada J8X 3X7  
Courriel : savoir@uqo.ca

#### ABONNEMENT GRATUIT

Vous voulez recevoir  
le magazine **Savoir Outaouais**?  
Abonnez-vous gratuitement dès aujourd'hui!

#### CHANGEMENT D'ADRESSE

Vous déménagez? Faites-nous parvenir  
votre nouvelle adresse sans délai!

#### DIPLÔMÉS

Par téléphone : (819) 595-3915 ou 1 800 567-1283, poste 3915  
Par courriel : [diplome@uqo.ca](mailto:diplome@uqo.ca)

#### AUTRES ABONNÉS

Par téléphone : (819) 595-3842 ou 1 800 567-1283, poste 3842  
Par télécopieur : (819) 595-3830  
Par courriel : [savoir@uqo.ca](mailto:savoir@uqo.ca)

Merci à la Société de transport de l'Outaouais (STO)  
pour sa collaboration à la réalisation d'une séance  
de photos pour ce numéro.

Le magazine de l'Université  
du Québec en Outaouais

### Dossier spécial

Technologies langagières: des mots  
porteurs d'avenir pour Gatineau



### Portrait - professeur

André Beaucage  
Le monde du travail sous observation



### Portrait - diplômé

Martin Lacasse  
Avoir l'audace de ses idées



### Dossier technologie

Arrêt sur image



### Dossier communautaire

Santé et estime de soi:  
dans le même wagon  
du transport collectif



#### À propos:

La continuité dans le changement	5
L'UQO en bref	6
Du nouveau à l'UQO	10
Nouvelles de la Fondation	28
Bulletin des diplômés	30



# *Françoise Boivin*

A V O C A T E S

Quand le savoir et l'expérience s'allient,  
l'excellence surgit !

Plus de quinze années à défendre les intérêts de nos clients en droit du travail font de nous des spécialistes des modes de résolution de conflits

- **Négociation**
- **Médiation**
- **Conciliation**
- **Arbitrage**

Solidement implantée dans la communauté, l'étude offre aussi des services professionnels dans une variété de domaines du droit :

- **Administratif**
- **Civil**
- **Corporatif**
- **Commercial**

**VOUS POUVEZ TOUS COMPTER SUR DES AVIS  
JURIDIQUES JUDICIEUX EN TOUT TEMPS.**

**FRANÇOISE BOIVIN, AVOCATES**

160, boulevard de l'Hôpital, bureau 104  
Gatineau (Québec) J8T 8J1

Téléphone : (819) 243-7293

Télécopieur : (819) 243-5913

francoiseboivin@videotron.ca

*Une pratique du droit raisonnable et raisonnée.*

# LA CONTINUITÉ DANS LE CHANGEMENT



Tout d'abord, j'aimerais remercier les responsables de la revue *Savoir Outaouais* de me permettre de partager avec la communauté universitaire de l'UQO toute la fierté qui m'accompagne. C'est en effet avec beaucoup de plaisir, qu'après avoir été conseiller au recteur, M. Francis Whyte, je reviens en qualité de membre et président du Conseil d'administration.

Déjà, à cette époque, je croyais fermement que notre université pouvait et devait jouer un rôle de catalyseur dans le développement de la région de l'Outaouais. Cette conviction ne m'a pas quitté. Dans cet esprit, lorsque je pense à nos récentes réalisations, telles que le Centre de recherche en technologies langagières ou le futur programme en biologie lié au domaine de la forêt, je suis impressionné de constater à quel point l'UQO se mérite le rôle de partenaire incontournable dans l'architecture socioéconomique de notre région.

Voilà la preuve que tout en conservant sa liberté académique et tout en mettant au premier plan le développement du savoir, l'UQO a su s'ouvrir aux nouvelles exigences de la société, de l'État et du monde étudiant et qu'elle devra continuer à le faire. N'oublions pas que l'histoire récente nous engage sans équivoque vers la poursuite d'une cohabitation des concepts de l'imputabilité et de l'autonomie.

C'est précisément dans cette perspective que j'aimerais que le Conseil d'administration poursuive son processus décisionnel.

Dans le contexte de notre situation financière relativement fragile et d'un taux de croissance élevé, ma fierté se traduit également par le désir de démontrer à nos principaux bailleurs de fonds - l'État québécois et nos étudiants - que nous gérons l'Université avec prudence et rigueur. Toutefois, cette philosophie doit continuer à s'accompagner du respect et de l'estime de tous les membres de notre communauté. Devant le chemin parcouru ces dernières années par notre établissement et la contribution apportée par la communauté, relâcher notre vigilance constituerait un abandon pur et simple du patrimoine que nous bâtissons session après session.

Notre nouveau partenariat avec les chargés de cours démontre à quel point nous avons fait preuve de flexibilité et d'adaptabilité face

aux obligations de l'heure, surtout lorsqu'il s'agit de notre raison d'être, c'est-à-dire le bien-être de nos étudiants.

De plus, nous vivons au cours des prochains mois dans un climat de changement au niveau du rectorat, car comme vous le savez sans doute, l'UQO est actuellement engagée dans un processus de sélection d'un nouveau recteur à la suite de la décision de M. Whyte de ne pas solliciter un troisième mandat.

Déjà, j'ai bon espoir que le successeur de M. Whyte poursuivra avec la même détermination le développement de notre université et qu'à son tour, il ou elle se fera le promoteur de l'élargissement de notre programmation, de l'augmentation de notre effectif étudiant et du développement des activités de recherche. Nous continuerons aussi à répondre aux besoins d'une région qui a un constant besoin de ressourcement intellectuel afin de mieux structurer son développement. Lorsque le milieu frappe à notre porte pour ce genre d'appui, comme il l'a fait à plusieurs reprises au cours des mandats du présent recteur, nous avons la preuve tangible que notre université se modernise grâce à des individus qui ont fait preuve d'imagination et de créativité.

La créativité, le dépassement et une saine gestion font partie de l'héritage que l'UQO est responsable de sauvegarder et de promouvoir. Je voudrais donc que vous reteniez de cet article l'espoir que j'ai dans le développement de notre université et la promesse que je ne ménagerai aucun effort pour l'encourager dans cette voie.

En terminant, je n'ai aucun doute que mes collègues du Conseil d'administration se joignent à moi et à l'ensemble de la communauté universitaire de l'UQO afin qu'ensemble, nous poursuivions les énoncés d'orientation et les idéaux que j'ai pu mentionner ci-dessus.

Serge Labine, président  
Conseil d'administration de l'UQO



## DISTINCTIONS

### LE CRSNG HONORE LE PROFESSEUR LUIGI LOGRIPPO

En janvier dernier, à l'occasion de son 25<sup>e</sup> anniversaire, le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada (CRSNG) a tenu à rendre hommage au professeur Luigi Logrippio, du Département d'informatique et d'ingénierie de l'UQO, pour ses réalisations importantes en recherche qui ont contribué à enrichir l'ensemble des connaissances humaines pour améliorer le bien-être socioéconomique des Canadiens.

Robert Roy du CRSNG remet un certificat au professeur Luigi Logrippio.



### L'UQO PARMIS LES GRANDS

Lors de la dernière compétition des *Computer Science Games*, qui se déroulaient à l'Université McGill en mars dernier, l'équipe du Département d'informatique et d'ingénierie de l'UQO a terminé au deuxième rang, surclassant les gagnants de l'an passé ainsi que des équipes provenant de grandes universités, telles que la *University of Waterloo*, l'École polytechnique de Montréal, la *Queen's University* ou encore la *Rochester Institute of Technology*.

Vingt-six équipes provenant d'universités de l'est du Canada et des États-Unis se sont affrontées dans le cadre de compétitions d'ordre scolaire portant sur le design Web, les problèmes de logique, la programmation assembleur, le scripting, le génie logiciel, les jeux en réseaux et l'intelligence artificielle, ainsi que dans le cadre de compétitions à caractère "social" comme le rallye et l'improvisation. L'UQO a remporté deux premières places pour les épreuves de programmation assembleur et de génie logiciel.

L'équipe de l'UQO était formée de Jérôme Tremblay, Cédric Bastien, Éric Vachon, Karine Désilets, Thomas Allard, Simon Thisdale, Nikolas Michaud, Pascal Savard, Jean-François Poirier et Geneviève Roberge.

## ÉVÉNEMENTS

### AVOIR UN TOIT AU QUÉBEC ET EN OUTAOUAIS

C'est sous le thème *Avoir un toit au Québec et en Outaouais. Défis et solutions nouvelles* que se sont réunis plusieurs intervenants et acteurs de développement du logement social et communautaire, en mars, dans le but de se pencher sur la question du logement. Le colloque rassemblait également des chercheurs de la région et d'ailleurs au Québec.

Des décideurs politiques étaient aussi présents, dont le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes et aux Affaires autochtones, ministre responsable de la région de l'Outaouais et député du comté de Chapleau, Benoît Pelletier, et Marc Bureau, conseiller municipal et président de la Commission permanente sur le logement pour la ville de Gatineau.

Selon Jacques Boucher, professeur au Département de travail social et des sciences sociales à l'UQO et organisateur du colloque, « le problème du logement en milieu urbain est devenu une question sociale de premier plan, tant en Outaouais que dans l'ensemble du Québec. Le colloque visait à approfondir la question et les défis que pose la dynamique du logement au Québec, et particulièrement dans la région de l'Outaouais. Pour une première fois se trouvaient rassemblés les porte-parole de divers milieux et des chercheurs afin de partager leurs expertises et d'échanger sur la question de l'habitat dans nos sociétés ».

À cette occasion, le ministre Benoît Pelletier n'a pas manqué d'affirmer que ce colloque reflète l'importance de miser sur la concertation pour régler le problème du logement. De son côté, le maire de Gatineau, Yves Ducharme, a réitéré l'importance capitale du dossier du logement social et communautaire pour la ville de Gatineau et a félicité l'initiative de l'UQO pour la mise sur pied de ce colloque.

### INCLUSION DES FAMILLES DANS L'INTERVENTION

C'est à l'UQO que s'est tenu, en mars dernier, le 3<sup>e</sup> Colloque régional en intervention familiale sous le thème *Familles et intervenants : inclusion ou exclusion : comment favoriser l'inclusion des familles au sein des services ?*

Le colloque a favorisé les échanges entre les intervenants sur les moyens mis en place pour favoriser l'inclusion des familles dans l'intervention. L'identification de facteurs de protection, la promotion des réseaux sociaux ou le respect de la réalité des familles, tant du point de vue de leurs conditions de vie (pauvreté, isolement) que sur le plan de l'exclusion sociale "perçue" par la famille (méfiance à l'égard des services, marginalisation), font partie des stratégies de prévention de l'exclusion des familles. Les échanges ont aussi porté sur l'inclusion des intervenants dans l'organisation des interventions.

## L'UQO SE FAIT ENTENDRE À QUÉBEC

Le 16 mars était une date importante pour l'UQO. C'était à son tour de présenter son mémoire auprès des instances gouvernementales à Québec, dans le cadre des travaux de la *Commission parlementaire sur la qualité, l'accessibilité et le financement des universités*.

Le recteur Francis R. Whyte a réitéré l'importance qui doit être accordée à un financement qui reflète les besoins des universités en région, et plus précisément les réalités particulières de l'Outaouais. « L'Outaouais est une des rares régions au Québec pour lesquelles on prévoit une croissance de la population au cours des prochaines décennies. Malgré la présence d'une population urbaine forte et dense, l'Outaouais ne dispose que d'un nombre très limité de programmes universitaires. Si les universités sont les éléments clés du développement économique des régions, dans l'état actuel des choses, l'UQO ne dispose pas des ressources adéquates pour ce faire », a déclaré le recteur au cours de sa présentation.

En plus de souligner l'écart qui se dessine en terme d'offre de programmes universitaires en Outaouais comparativement aux autres régions du Québec, le mémoire de l'UQO propose au gouvernement du Québec de reconnaître l'état de sous-développement du système d'éducation et du système d'innovation en Outaouais, afin que la région reçoive sa juste part des investissements publics.

Au terme de sa présentation, le recteur Whyte était confiant que son message était bien passé et qu'il avait été reçu avec beaucoup d'intérêt par les membres de la Commission.

Le texte complet du mémoire présenté par l'UQO est disponible sur le site Web du rectorat à l'adresse suivante :

[www.uqo.ca/direction-services/rectorat](http://www.uqo.ca/direction-services/rectorat)

## L'éminent Hubert Reeves à l'UQO

Le 12 mai dernier, Hubert Reeves, un des scientifiques internationaux les plus éminents, était de passage à l'UQO dans le cadre d'une conférence portant sur l'astronomie et l'écologie. Organisée par l'Ordre des ingénieurs du Québec, section régionale de l'Outaouais, la conférence de M. Reeves a fait salle comble.

Né à Montréal en 1932, Hubert Reeves est titulaire d'un doctorat en astrophysique nucléaire de la Cornell University. Au cours de sa carrière, il a été professeur à l'Université de Montréal, conseiller scientifique de la NASA, professeur invité à l'Université libre de Bruxelles et directeur de recherches au Centre National de la Recherche scientifique au Commissariat à l'Énergie atomique de Saclay (France). Son oeuvre *Patience dans l'azur* a été considérée comme un chef-d'oeuvre de vulgarisation qui a fait éclater notre vision de l'univers.

## DÉCÈS D'ALBERT CHARTIER, DOCTEUR *HONORIS CAUSA* DE L'UQO

C'est une grande page de l'histoire de la BD québécoise qui se ferme avec le décès d'Albert Chartier, doyen des auteurs québécois de bandes dessinées. M. Chartier est mort le 21 février, à l'âge de 91 ans.

Natif de Montréal, cet artiste a marqué le milieu de la bande dessinée tant au Québec qu'à l'étranger. De *Bouboule* à *Onésime* en passant par *Séraphin*, ses célèbres personnages sont encore très vivants dans le monde de la bande dessinée d'aujourd'hui. Tantôt auteur de bande dessinée, tantôt illustrateur, portraitiste et caricaturiste, M. Chartier a publié ses œuvres tant au Québec qu'au Canada anglais, aux États-Unis et en France.

De nombreux organismes professionnels québécois et internationaux ont rendu hommage à ce grand auteur de bandes dessinées qui a publié d'une façon régulière tout au long de sa carrière, ce qui est peu courant. Bien qu'il était à la retraite depuis plusieurs années, Albert Chartier était encore une source d'inspiration pour les nouvelles générations de bédéistes à travers le monde. En 1999, l'Université du Québec, sous l'égide de l'UQO (alors l'UQAH), lui avait décerné un doctorat *honoris causa* à l'occasion de la Collation des grades.

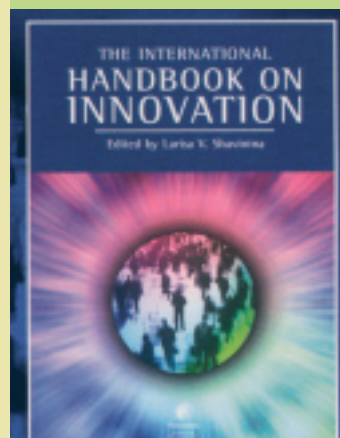
## PUBLICATIONS

### LARISA SHAVININA INNOVE AVEC UN OUVRAGE SUR... L'INNOVATION !

*The International Handbook on Innovation* est une œuvre originale. Cette encyclopédie est en effet le premier et le seul ouvrage scientifique à offrir un panorama complet de la nature de l'innovation, de son développement, de sa gestion, de sa mesure et de son influence sur les individus, les sociétés et la planète entière.

Édité par la professeure Larisa Shavinina, du Département des sciences administratives de l'UQO, le *Handbook* présente les travaux de 104 chercheurs parmi les plus reconnus au monde pour leur contribution à l'étude de l'innovation dans toutes les disciplines - gestion, technologie, économie, sociologie, psychologie, histoire, éducation, philosophie, arts et sciences politiques. Ils y traitent du caractère multidisciplinaire de l'innovation, de ses types, de ses critères, de sa spécificité dans chaque domaine et chaque contexte, ainsi que des questions sociales qu'elle engendre.

*The International Handbook on Innovation* est le fruit de quatre ans de travail acharné. Publié par *Elsevier Science*, cet ouvrage arrive à point compte tenu de la réalité globale contemporaine. Le thème est en effet au cœur de la nouvelle économie mondiale, où entreprises et organisations sont frénétiquement lancées dans la course à l'innovation.





# RÉALISATIONS

## L'UQO PLUS QUE JAMAIS UNE UNIVERSITÉ BRANCHÉE

L'UQO, toutes proportions gardées, se classe au premier rang sur l'ensemble des universités au Québec pour le développement de sites de cours sur le Web, selon les données fournies par divers directeurs responsables du soutien technologique et pédagogique.

Selon Jacques Simard, responsable de l'Équipe de soutien techno-pédagogique à l'UQO, 313 professeurs et chargés de cours de l'UQO (soit 72 % du corps professoral) développent des sites Web dans le cadre de leurs cours, pour un total de 734 sites depuis la date d'entrée en vigueur de cette nouvelle initiative en septembre 2001. Plus que jamais, les professeurs et chargés de cours maîtrisent les technologies pour les intégrer à leur enseignement.

Le logiciel le plus utilisé est WebCT. Pour les étudiants, cette plate-forme Web est disponible à partir du portail *Symbiose*. Elle leur permet de bonifier leurs connaissances dans leur domaine d'études respectif. Plusieurs professeurs ont conçu des sites Web pour y intégrer leurs plans de cours et tout le matériel proposé pour la lecture, la consultation ou encore pour la recherche. Des outils de communication, d'accès aux contenus, de gestion et d'évaluation des travaux et examens ainsi que de soutien à l'étudiant et aux équipes d'étudiants, y sont aussi intégrés.

# NOMINATIONS

## LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UQO

Rangée arrière : Pierre Charron, professeur; Michèle Beaudoin, observateur régulier; Michel Parent, membre socioéconomique; Serge Labine, président; Francis R. Whyte, recteur; Micheline Bondu, secrétaire générale; Denis Brochu, professeur; Ismaël Ouédraogo, étudiant. Rangée avant : Marlène Thonnard, membre socioéconomique; Pierrette Dupont-Rousse, membre socioéconomique; Hélène Grand-Maître, vice-rectrice à l'administration et aux ressources; Mélanie Latulippe, étudiante.

(Absents : Denis Dubé, vice-recteur à l'enseignement et à la recherche; Claudette Gatién, membre socioéconomique; Jean-Pierre Giroux, membre socioéconomique; Ginette Ouellette, représentante des collèves; Francine Rancourt, professeure.)



### Sur la photo, de gauche à droite :

Robert Davidson, Rokia Missaoui, professeure au Département d'informatique et d'ingénierie, Francis R. Whyte, recteur, Sébastien Martineau, coordonnateur de CoRIMedia, Michal Iglewski, directeur du Département d'informatique et d'ingénierie, Anne Desforges, directrice à l'administration pour la Société de diversification économique de l'Outaouais, Denis Dugal, directeur du bureau régional du ministère du Développement économique et régional et de la Recherche du Québec, et Jean Hébert, conseiller à Développement économique Canada.

## PLACE À UN PROJET DE TRAITEMENT DE DONNÉES MULTIMÉDIAS

Le Département d'informatique et d'ingénierie de l'UQO a de quoi se réjouir de l'obtention d'un important investissement de plus de 1,2 M\$ pour un programme de traitement de données multimédias. Surtout Rokia Missaoui qui dirigera le projet de recherche.

L'objectif principal du projet vise à mettre en place une puissante infrastructure pour le développement de nouvelles approches de construction et d'exploitation d'environnements multimédias (image, son, vidéo et texte) offrant les caractéristiques de performance, d'extensibilité, de précision et de flexibilité. Les thèmes de recherche couvrent la recherche par contenu dans les objets multimédias, le stockage, l'indexation et la récupération efficace et efficiente de ces objets ainsi que la reconnaissance spontanée de la parole. Les résultats de la recherche seront appliqués à des domaines variés et importants tels que le patrimoine national, la foresterie et la télédétection.

Les partenaires financiers sont la Fondation canadienne pour l'innovation, le ministère du Développement économique et régional et de la Recherche du Québec, Développement économique Canada et la Société de diversification économique de l'Outaouais.





# INTERNATIONAL

## DU CHILI AU QUÉBEC, EN PASSANT PAR GATINEAU

L'UQO a accueilli une délégation de l'*Universidad de la Frontera* au Chili, en janvier dernier, dans le cadre d'une entente entre les deux institutions qui a vu le jour l'automne dernier.

Le projet, mieux connu sous l'acronyme PJDA (*Projet pour les jeunes en difficulté*) dans la région de l'Araucanie au Chili, permet de mieux répondre aux besoins des jeunes en difficulté d'adaptation psychosociale. L'expertise de l'UQO au projet se veut avant tout une collaboration visant à améliorer les mécanismes d'aide et d'éducation destinés aux enfants et aux jeunes en situation de risque ainsi que de difficulté d'inclusion sociale. La formation au personnel intervenant auprès des jeunes s'ajoute à l'encadrement.

La visite de la délégation aura permis de mieux connaître et comprendre la psychoéducation au Québec et le fonctionnement des programmes d'intervention.

Sur la photo, rangée arrière, de gauche à droite : le recteur Francis R. Whyte, André Manseau, directeur du Bureau de liaison université-milieu (BLUM) et partenaire du projet, Jacques Dionne, professeur du Département de psychoéducation et de psychologie de l'UQO, et Gonzalo Bustamante, professeur en psychologie à l'*Universidad de la Frontera*. Rangée avant : Andres Reyes, intervenant communautaire et professeur au Chili, Béatrice Vizcarra, codirectrice du projet et professeure en psychologie à l'*Universidad de la Frontera*, Catherine Desrochers, diplômée de la maîtrise en psychoéducation et psychologie de l'UQO et agente de projet au Chili, et Brigitte Chrétien, agente de projet et étudiante à la maîtrise en psychoéducation à l'UQO.

## LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE... DANS UN ESPRIT DE COLLABORATION

La Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités (CRDC) de l'UQO avait de la grande visite au trimestre d'automne 2003. Abdou Salam Fall, sociologue à l'Institut fondamental d'Afrique Noire de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD), au Sénégal, était de passage au Québec, et plus particulièrement à l'UQO, pour collaborer avec le titulaire de la CRDC, Louis Favreau, dans le cadre d'activités liées à la recherche et au réseautage en matière de solidarité internationale.

Le séjour de Abdou Salam Fall s'est avéré très chargé et prolifique. Il y a d'abord eu la tenue d'un séminaire de deux jours, en septembre, pour 30 chercheurs en provenance de 10 pays d'Europe, d'Afrique et d'Amérique latine dans le but de créer officiellement le réseau international de recherche *Création de richesses en contexte de précarité*, réseau qui s'est donné pour objectif d'analyser les conditions dans lesquelles les richesses peuvent être créées dans des perspectives à la fois de résistance et d'innovations sociales. Ce séminaire précédait la Conférence internationale *Le Sud... et le Nord dans la mondialisation. Quelles alternatives ?*, organisée conjointement avec le professeur Favreau et qui se déroulait à l'UQO les 24 et 25 septembre dernier, conférence qui se voulait un pont entre la 2<sup>e</sup> rencontre internationale qui s'est tenue à Québec en 2001 et celle qui aura lieu à Dakar en 2005.

Le reste du trimestre s'est poursuivi avec une série de conférences auprès d'universitaires du Québec, notamment à l'UQO et à l'Université Laval, et avec des présentations à des organisations de coopération internationale québécoises qui ont des activités en Afrique de l'Ouest, comme par exemple l'UPA, Développement international Desjardins et le Chantier d'économie sociale. À cela s'est ajouté une présentation au Collège des travailleurs de la FTQ devant 15 syndicalistes membres de la FTQ et 15 syndicalistes africains, ainsi qu'une rencontre d'experts internationaux de l'UNESCO à Fribourg, en Suisse, toujours en compagnie du professeur Louis Favreau, dans le but d'échanger sur leurs travaux de recherche réalisés dans le domaine de l'économie sociale et solidaire et sur les initiatives économiques populaires actuelles.

Il n'y a aucun doute que cette collaboration entre chercheurs universitaires du Québec et de l'Afrique permet un échange extrêmement enrichissant sur l'expérience québécoise et l'expérience africaine, contribuant ainsi aux efforts de solidarité internationale.



# DU NOUVEAU À L'UQO

## SERGE LABINE : NOUVEAU PRÉSIDENT DU CA DE L'UQO

C'est en février dernier que les membres du Conseil d'administration de l'UQO ont procédé à l'élection de leur nouveau président. Serge Labine, conseiller principal à Communications Canada, a été élu pour un premier mandat se terminant le 31 mai 2006. M. Labine succède ainsi à Pierre-Jacques Ippersiel qui avait occupé ce poste de mai 1996 à l'automne 2003.

Outre M. Labine, quatre autres nouveaux membres socioéconomiques ont été nommés par le gouvernement du Québec au cours de la dernière année pour assumer un premier mandat de trois ans à titre de personnes représentatives des milieux social, culturel, des affaires et du travail, en remplacement des membres dont le mandat était échu. Il s'agit de :

- Pierrette Dupont-Rousse, de Gatineau (secteur Hull), avocate retraitée;
- Claudette Gatien, de Gatineau, directrice générale du CLSC et du CHSLD de Gatineau;
- Marlène Thonnard, de Lac Blue Sea, directrice générale de la Commission scolaire des Hauts-Bois-de-l'Outaouais;
- Michel Parent, de Gatineau (secteur Buckingham), directeur général du Fonds régional de solidarité FTQ Outaouais.

Sur la photo : Pierrette Dupont-Rousse, Michel Parent, Serge Labine et Marlène Thonnard. (Claudette Gatien était absente au moment de la photo.)



## HÉLÈNE GRAND-MAÎTRE NOMMÉE AU POSTE DE VRAR DE L'UQO

Depuis février dernier, c'est Hélène Grand-Maître qui assure la direction du vice-rectorat à l'administration et aux ressources (VRAR) de l'Université, succédant ainsi à Louis Chapelain qui occupait ce poste depuis juin 1999.

M<sup>me</sup> Grand-Maître assume la responsabilité des ressources humaines, des affaires administratives et financières de l'Université et de la gestion des services de soutien académique et administratif. Tombent aussi sous son aile : le Service de l'informatique et de l'audiovisuel, le Service de la bibliothèque, le Service de l'équipement, le Service des finances, le Service aux personnels et les Services aux étudiants.

Détentrice de deux maîtrises, dont l'une en administration publique de l'École nationale d'administration publique, M<sup>me</sup> Grand-Maître est une femme d'affaires chevronnée dans le domaine de la gestion publique. Elle a cumulé plusieurs années d'expérience à la direction générale de la Ville de Gatineau. M<sup>me</sup> Grand-Maître occupait le poste de directrice du Service du développement professionnel et emploi à La Cité collégiale à Ottawa au moment de sa nomination à l'UQO.

## LES MAISONS DE VILLE DE L'UQO : UNE SOLUTION À LA CRISE DU LOGEMENT

Les logements se faisant de plus en plus rares en Outaouais et afin de mieux servir sa clientèle, l'UQO a fait construire de nouvelles résidences étudiantes en 2003-2004 à son campus Alexandre-Taché. Ces nouvelles résidences, qui permettent de doubler la capacité d'accueil, sont très sécuritaires : le site est éclairé en plus d'être munis de caméras de surveillance et d'un accès contrôlé. On y retrouve 46 appartements de deux chambres à coucher et 16 studios d'une chambre qui permettent d'accueillir un total de 108 personnes de plus que par les années passées.







André Manseau en compagnie du recteur Francis R. Whyte

### DU SANG NEUF AU BLUM

C'est juste avant les Fêtes qu'André Manseau a pris les rênes du Bureau de liaison université-milieu (BLUM) de l'UQO à titre de directeur. Il remplaçait alors Yves Asselin qui avait assuré l'intérim de ce poste depuis juin 2003.

M. Manseau est arrivé au BLUM fort de nombreuses années d'expérience, notamment dans le domaine de la planification stratégique et de la gestion de projet. Avant d'arriver à l'UQO, il était directeur du Bureau du vice-président au soutien technologique et industriel du Conseil national de recherches du Canada (CNRC).

Détenteur d'une maîtrise en sciences physiques de l'Université de Sherbrooke ainsi que d'une maîtrise en administration publique de l'ÉNAP et d'un doctorat en sciences administratives de l'UQAM, André Manseau a toujours su mettre à profit son expertise dans ces deux domaines bien précis. Le milieu universitaire ne lui est pas inconnu puisqu'il a déjà occupé les postes de professeur en sciences physiques, puis de directeur de l'Éducation continue à l'Université de Moncton dans les années 1980.

### GATINEAU : LE NEC PLUS ULTRA DE LA RECHERCHE EN TECHNOLOGIES LANGAGIÈRES

Le Centre de recherche en technologies langagières (CRTL) aura bel et bien pignon sur rue à l'UQO. La nouvelle a été rendue officielle par la ministre de l'Industrie, Lucienne Robillard, lors d'une conférence de presse en mai dernier. Financé par les gouvernements fédéral et provincial, le bâtiment de 15,2 millions \$ s'élèvera sur le boulevard Alexandre-Taché à même les bâtiments actuels de l'UQO.

Tout premier centre de recherche d'envergure internationale à s'installer du côté québécois de la rivière des Outaouais, le CRTL permettra aux trois principaux partenaires, soit l'UQO, le Conseil national de recherches du Canada et le Bureau de la traduction du Canada, ainsi qu'à leurs collaborateurs, de devenir des chefs de file mondiaux en matière de recherche dans le domaine des technologies langagières. Les retombées de ce centre de recherche seront considérables, tant pour l'industrie de la langue au Canada que pour la ville de Gatineau, l'Université et ses étudiants. (Voir le *Dossier spécial* à la page 14.)

### NOUVEAUX PROGRAMMES DE 3<sup>e</sup> CYCLE

L'UQO consolide ses activités d'enseignement de cycles supérieurs avec l'offre de deux nouveaux doctorats :

#### Doctorat en psychologie

Depuis septembre 2003, l'UQO offre un doctorat en psychologie, conjointement avec l'Université du Québec à Montréal. Ce programme vise l'obtention du doctorat à partir d'un diplôme de premier cycle dans une démarche intégrée et continue d'activités de recherche, de formation et d'intervention. Les étudiants ont le choix de se spécialiser dans l'un des deux profils offerts, soit le profil recherche ou le profil professionnel.

#### Pour plus d'information :

[www.uqo.ca/futurs-etudiants/documents/doctorat-psychologie.pdf](http://www.uqo.ca/futurs-etudiants/documents/doctorat-psychologie.pdf)

#### Doctorat en relations industrielles

C'est en septembre 2004 que l'UQO accueillera ses premiers étudiants au doctorat en relations industrielles offert dans le cadre d'une entente d'extension avec l'Université Laval. Le programme mène à l'obtention du grade Ph.D. en relations industrielles émis conjointement par l'UQO et l'Université Laval. Il s'adresse aux détenteurs d'une maîtrise en relations industrielles et en ressources humaines ou d'un diplôme jugé équivalent qui désirent acquérir une compréhension approfondie du domaine des relations industrielles et établir des aptitudes à la recherche avancée dans le domaine des relations de travail, de la gestion des ressources humaines ou des politiques publiques du travail.

#### Pour plus d'information :

[www.uqo.ca/futurs-etudiants/documents/doctorat-relations-industrielles.pdf](http://www.uqo.ca/futurs-etudiants/documents/doctorat-relations-industrielles.pdf)





# TECHNOLOGIES LANGAGIÈRES

DES MOTS PORTEURS D'AVENIR POUR GATINEAU





LE PAYS QUI SAURA PRENDRE LES DEVANTS DANS LA COURSE AUX PERCÉES TECHNOLOGIQUES DANS LE DOMAINE DE LA LANGUE EST ASSURÉ D'UNE POSITION PLUS QU'ENVIABLE DANS UN MARCHÉ INTERNATIONAL DONT LE CHIFFRE D'AFFAIRES POURRAIT ATTEINDRE 15 MILLIARDS DE DOLLARS AMÉRICAINS DÈS 2006. LE CANADA OCCUPE DÉJÀ UNE PLACE IMPORTANTE SUR L'ÉCHIQUIER MONDIAL, MAIS SON INDUSTRIE DE LA LANGUE S'ESOUFFLE FACE À LA DEMANDE QUI DOUBLE TOUS LES TROIS À SIX ANS. VOICI QUE TOUT EST SUR LE POINT DE CHANGER, ET C'EST GATINEAU QUI VA FAIRE DU CANADA LE CHEF DE FILE MONDIAL EN TECHNOLOGIES LANGAGIÈRES.

Audacieux ? Pourtant, au-delà des avantages économiques évidents qu'une percée dans le domaine pourrait représenter pour le pays, Gatineau pourrait même être le théâtre de découvertes technologiques qui révolutionneraient le monde. C'est ni plus ni moins l'ambition que se donne le Centre de recherche en technologies langagières (CRTL), qui aura pignon sur rue à l'Université du Québec en Outaouais (UQO).

### UN POINT TOURNANT

L'humanité est à un point tournant en matière de capacité de gestion de l'information. La vision de Donald Barabé, vice-président par intérim de l'Exploitation au Bureau de la traduction du Canada, résume bien cette réalité. « Il y a eu l'invention de l'écriture par les Égyptiens, puis Gutenberg a révolutionné l'univers de la chose écrite grâce à l'impression à caractères mobiles en 1455. Il avait compris que l'information dont l'humanité avait besoin devait être gérée autrement. Entre cette date et maintenant, l'imprimerie a suffi. Mais l'arrivée des ordinateurs a tout changé. Comme par hasard, l'être humain a inventé Internet. Mais là encore, il y a des limites. La masse d'information générée par Internet croît à une vitesse fulgurante. Quand on fait une recherche sur Google à l'heure actuelle, on inventorie à peine 1 % de l'information qui se trouve dans Internet. Plus de 99 % nous échappe complètement. C'est insupportable. »

Toutefois, ce domaine en émergence qu'est la gestion de l'information recèle bien d'autres défis. Une fois l'information transmise, la langue et la culture continuent de faire obstacle à la communication véritable. On prévoit ainsi que, d'ici 10 ans, la production de contenus Internet sera largement dominée par... la Chine ! D'aucuns prédisent en effet que le Web recèlera alors plus d'information en langues chinoises (mandarin ou cantonais), qu'en anglais. Pour ne pas être coupé de cette imposante masse d'information – comme de celle qui sera produite dans toutes les langues du monde –, il faudra mettre au point des outils de nouvelle génération pour forer (retracer), répertorier,



par France Fouquette



Les partenaires du CRTL. Rangée arrière : Andrew Woodsworth, directeur général de l'Institut de technologie de l'information du CNRC; Yves Ducharme, maire de la ville de Gatineau; Daniel Vincent, président de l'ALLIA et directeur général du CRTL; Marc Boily, directeur, Bureau d'affaires de l'Outaouais de DEC. Rangée du centre : Donald Barabé, vice-président p. i. Exploitation, Bureau de la traduction; Benoît Pelletier, ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes et aux Affaires autochtones; Roch Cholette, député provincial du comté de Hull; Michel Audet, ministre du Développement économique et régional et de la Recherche du Québec. Rangée avant : Marcel Proulx, député fédéral de la circonscription de Hull-Aylmer; l'honorable Lucienne Robillard, ministre de l'Industrie et ministre responsable de Développement économique Canada, et Francis R. Whyte, recteur de l'UQO.

trois partenaires de recherche sont l'UQO, le CNRC et le Bureau de la traduction du Canada. À ce centre nerveux de recherche viennent se greffer d'autres partenaires, dont l'Association de l'industrie de la langue (ALLIA) et la Corporation de développement économique de Gatineau. »

La vocation du CRTL est de se démarquer de ce qui se fait ailleurs dans le monde. Une des façons d'y arriver, c'est l'intégration totale de la langue et de la technologie, une symbiose entre les experts langagiers et les informaticiens. « De façon surprenante, l'idée de mettre les techniciens en informatique et les langagiers ensemble au sein d'une même équipe n'est jamais venue à personne ailleurs dans le monde, explique Donald Barabé. C'est pourtant d'une simplicité enfantine. » Le CRTL aura donc ceci d'unique : les langagiers pourront imprimer de nouvelles orientations à la recherche. « Le langagier est central dans l'action de rendre vie à un texte, renchérit Jean Quirion, professeur au Département d'études langagières de l'UQO. J'espère que plus les machines vont en faire pour nous, plus les langagiers se déplaceront en amont dans le processus de création de concert avec les informaticiens. »

## PORTRAIT DE L'INDUSTRIE DE LA LANGUE AU CANADA

Fort d'une tradition de bilinguisme institutionnel, le Canada s'est bâti une solide industrie de la langue. Les besoins de communication interne le commandaient. Puis, la réputation de cette industrie a rapidement dépassé les frontières du pays. Uniquement du côté des activités liées à la traduction, on compte environ 15 000 professionnels au pays qui n'arrivent pas à répondre à la demande qui s'accroît à un rythme effarant. Pour y arriver, on aurait besoin de 1 200 diplômés en traduction annuellement. Les universités canadiennes n'en produisent qu'environ 300 par année.

Cela dit, pour que l'on soit compétitif à l'échelle internationale, le bilinguisme n'est plus suffisant. Le Canada a besoin de former des traducteurs multilingues. « Le Canada se situe au premier rang des pays du G8 en termes d'exportation, alors que 47 % de son PNB y est directement attribuable, explique Donald Barabé. Et quand on exporte aujourd'hui, il faut le faire dans la langue du marché cible. Bienvenue à l'ère de la « planète de villages », qui s'est créée en parallèle du *village global* de McLuhan. On peut imaginer la problématique à laquelle fait face la Commission européenne quand elle doit traduire ses documents en une vingtaine de langues ! »

traduire, localiser et rendre accessible ces contenus. À l'heure où la production et la transmission de l'information ont atteint une dimension sans précédent, nos instruments doivent atteindre cette capacité « industrielle ». C'est à cela que devront servir les technologies langagières.

« C'est un défi extraordinaire pour les prochaines générations, souligne Donald Barabé. Et ça se fera ici, à Gatineau ! »

## UN PARTENARIAT NOVATEUR

C'est en grande pompe que s'est faite l'annonce de la construction de l'édifice qui abritera le CRTL sur le campus de l'UQO, d'ici l'hiver 2006. Un nombre impressionnant de politiciens était sur place le 20 mai 2004 pour marquer cet événement historique à Gatineau. Après tout, il s'agit du tout premier centre de recherche scientifique de cette envergure à voir le jour du côté québécois de la rivière des Outaouais, alors que la rive ontarienne en compte une trentaine.

L'importance du rôle que jouera ce centre de recherche au Canada et sur la scène internationale n'échappe à personne, ni aux nombreux partenaires ni aux intervenants politiques des divers ordres de gouvernement qui se sont mobilisés comme jamais auparavant pour faire de ce projet une réalité pour la ville de Gatineau. La contribution de 9,1 millions de dollars de Développement économique Canada (DEC) est arrivée à un moment où tous les ministères fédéraux étaient au régime minceur. « C'est la grande valeur du projet qui nous a permis d'obtenir cette importante contribution », a précisé Marc Boily, directeur du bureau d'affaires de l'Outaouais de DEC. De son côté, le ministère du Développement économique et régional et de la Recherche du Québec (MDERR) a versé un montant de 5,75 millions de dollars pour assurer la construction de l'édifice.

« Le CRTL est un nouveau genre de partenariat de recherche, selon Jacques Domey du Conseil national de recherches du Canada (CNRC), puisqu'il est formé de trois entités distinctes complémentaires. Les



Les technologies sont devenues essentielles pour appuyer le travail des traducteurs partout dans le monde et pour gérer la masse d'information. Au Canada, toutefois, il y a un certain retard dans la prise de conscience de l'utilité de la technologie à cet égard par rapport à l'étranger. Gilles Gamas, dirigeant de la firme de traduction *Société Gamma inc.* et cofondateur de *Terminotix*, a très bien compris les avantages des outils technologiques pour assurer la productivité. « Chez *Gamma*, nous avons un intérêt marqué pour la technologie en tant qu'utilisateurs, mais nous sommes exigeants. Nous connaissons bien les limites, les défauts et les aspects irritants des outils existants, c'est pourquoi nous nous sommes lancés dans le développement d'outils technologiques avec *Terminotix* pour mettre au point des outils qui répondent à nos besoins particuliers. »

« D'autres compagnies canadiennes ont axé leurs efforts dans le développement de technologies. Bien que les produits de ces dernières soient de grande qualité, l'industrie canadienne est trop fragmentée, et sa capacité de recherche et de commercialisation ne fait pas le poids devant celle des grandes compagnies américaines et étrangères », selon Jacques Domey du CNRC.

La solution pour rattraper le retard et, mieux, prendre les devants ? Faire un pas de géant vers l'établissement d'une capacité de recherche propre au domaine de la langue au Canada, d'où la création du CRTL.

### QUAND LES ASTRES SONT FAVORABLES...

La naissance du CRTL est le fruit d'un heureux concours de circonstances. Au début des années 2000, on discutait des enjeux liés au caractère changeant de la profession au sein de l'Association des traducteurs. À peu près au même moment, soit en mars 2002, la commissaire aux langues officielles produisait le rapport *Le français sur Internet*, dans lequel on recommandait que le CNRC mette sur pied un centre de recherche sur les outils techno-linguistiques. Parallèlement, le gouvernement canadien poursuivait une série de consultations auprès des intervenants de l'industrie pour établir les priorités de développement de sa stratégie d'innovation. Enfin, la carte technologique de l'industrie de la langue, amorcée par Industrie Canada et le Bureau de la traduction, a permis de faire ressortir de façon non équivoque que cette industrie représentait des occasions d'affaires exceptionnelles.

On peut dire que les astres ont été favorables, comme s'amuse à le dire Roch Cholette, député provincial de Hull et ardent défenseur de la candidature de Gatineau, car un an plus tard, dans le cadre du *Plan d'action sur les langues officielles du gouvernement canadien* (le Plan Dion), le CNRC se voyait octroyer 2 millions de dollars par année pour établir une équipe de chercheurs. Un montant de 10 millions de dollars sur 5 ans a aussi été versé à Industrie Canada pour appuyer diverses initiatives complémentaires, dont la mise sur pied de l'ALLIA, assurant ainsi cette synergie si importante entre le secteur privé et le monde de la recherche. À l'été 2003, les premières personnes étaient embauchées et on regroupait les forces du nouveau centre : le CNRC, l'UQO et le Bureau de traduction. Le CRTL voyait le jour.

### GATINEAU, GRANDE GAGNANTE

Ce n'est pas un hasard si le CRTL s'est établi à Gatineau. Pourtant, la concurrence était féroce pour avoir le privilège d'obtenir ce centre international de recherche. « Comme c'est un beau bébé, plusieurs parents se sont présentés », lance à la blague Christiane Melançon, professeure au Département d'études langagières et l'une des mères du projet puisqu'elle y a travaillé depuis le début, avant même que Gatineau ne soit choisie pour héberger le Centre.

Plusieurs facteurs ont joué en faveur de Gatineau : la présence d'un important bastion langagier – 40 % des professionnels en traduction du pays sont dans la région –, sa situation dans la *Silicone Valley* du Nord, la proximité d'entreprises de haute technologie dans le domaine linguistique, le bilinguisme de la région – 64,9 % de la population de Gatineau est bilingue – et la présence de l'UQO, qui offre le programme de traduction et de localisation le plus avant-gardiste au Canada. À ces arguments s'ajoute la mobilisation sans précédent des principaux intervenants et des politiciens de la région qui ont cru en la capacité de Gatineau d'être à la hauteur d'un tel défi.

Selon Benoît Pelletier, ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes et aux Affaires autochtones et député québécois du comté de Chapleau, « il s'agit non seulement d'un plus pour Gatineau, pour le Québec et pour le Canada, mais cela nous permettra de devenir des leaders dans le domaine de la langue et de la technologie langagière partout dans le monde. Ce centre va attirer chez nous des experts, des étudiants et des professionnels qui vont venir nous nourrir et enrichir l'Université de leur réflexion et de leur savoir ».

Cette nouvelle masse de chercheurs en Outaouais permettra d'attirer des investissements et de créer de nouveaux partenariats. À la Corporation de développement économique de Gatineau, on estime qu'il s'agit d'un atout considérable pour la région. Avant même que les technologies langagières ne soient désignées comme créneau d'excellence de la région de Gatineau, Mario Lebeau, directeur de la Corporation, travaillait à attirer un centre de recherche d'envergure pour y greffer une grappe technologique, à l'image de l'Institut Armand-Frappier à Laval, auquel se sont rattachées quelque 600 entreprises en biotechnologie et en pharmaceutique. « Notre objectif est le même, affirme-t-il sans hésitation. Les retombées seront énormes. Ce sera le plus gros centre de recherche au monde dans ce domaine. Cela représente une valeur d'attraction incroyable tant au pays qu'à l'étranger. »

« Je ne peux faire autrement que de jubiler devant cette annonce, a renchéri le maire de Gatineau, Yves Ducharme, parce que c'est la naissance du premier centre de recherche d'envergure à Gatineau et on connaît tout le potentiel que cela représente pour nous ».

## LES PRIORITÉS DU CRTL

Il faut constater qu'on assiste à la création d'un véritable pôle technologique avec le regroupement éventuel, sous un même toit, de 150 experts dans le domaine de la langue. La mission de ces experts est de réaliser des activités novatrices de recherche, de développement et de transfert en technologies langagières sous trois grands thèmes : la traduction, le traitement de la parole et de l'information, et la formation linguistique. Le tout au grand bénéfice de l'industrie canadienne de la langue.

Par où commencer quand on vient à peine de voir le jour ? L'AILIA a mené un exercice qui consistait à dresser une carte routière technologique de l'industrie de la langue. Il s'agit ni plus ni moins d'un exercice de planification stratégique mené de concert avec les principaux acteurs de cette industrie pour déterminer comment la technologie et les besoins risquent d'évoluer au cours des prochaines années et comment le Canada peut se positionner pour jouer un rôle de chef de file dans le domaine. Une planification plus poussée suivra après l'embauche d'un chercheur en chef.

À court terme, le CRTL se penchera sur le développement d'outils d'accroissement de la productivité applicables à la traduction, à la génération de contenu multilingue et multiculturel et à la formation linguistique. Autrement dit, on va améliorer ce qui existe déjà, cette fois en intégrant les langagiers au processus de recherche, ce qui permettra au CRTL de franchir un mur auquel la communauté scientifique mondiale continue de se buter, selon Marc Boily de DEC.

« La prochaine étape, c'est l'inclusion du sens dans le traitement de la langue, précise Jean Quirion, c'est l'intelligence artificielle. On n'est pas encore capable de greffer à la machine une connaissance des sens et de la logique. C'est le grand défi auquel nous faisons face. Pour encore un bon nombre d'années, croit-il, les outils développés permettront une accélération de la tâche. C'est encore l'humain qui sera au centre de l'activité, qui prendra les décisions. » Ce n'est donc pas demain la veille qu'on verra la machine prendre la place du traducteur.

Daniel Vincent, directeur général  
du CRTL et président de l'AILIA.

## DES RETOMBÉES CONCRÈTES

À la base du CRTL, il y a la recherche, mais, comme l'explique la professeure Christiane Melançon, une recherche qui reste en vase clos n'est utile à personne. Le centre a donc aussi une mission de transfert technologique. Ce n'est donc pas le CRTL qui commercialisera les outils, mais il élaborera des technologies qui pourront s'incorporer dans des produits commercialisables par des entreprises. « Ce sera le rôle de l'industrie de commercialiser les technologies, précise André Manseau, directeur du Bureau de liaison université-milieu de l'UQO. Le CRTL facilitera les partenariats tant avec les nouvelles entreprises qu'avec les plus anciennes. »

Selon Marc Boily, tout est déjà prévu pour venir en aide aux entreprises qui viendront se greffer au Centre. « On n'a pas l'intention que les innovations restent sur les tablettes. On veut s'assurer que l'Outaouais puisse développer une grappe d'entreprises autour des produits de recherche que le Centre va générer. » L'AILIA aura aussi un important rôle à jouer pour identifier les entreprises qui pourraient le mieux bénéficier des technologies développées par le Centre. Déjà, on estime que le CRTL pourrait chapeauter le démarrage ou le développement d'une vingtaine d'entreprises qui séjourneront en moyenne trois ans dans le Centre et qui permettront la création d'environ 50 nouveaux emplois de haut niveau par année à compter de 2008.

Tout est prévu pour éviter les situations de concurrence négative, selon Daniel Vincent, président de l'AILIA et directeur général du CRTL. « Le Centre va consulter les membres de l'industrie pour les orientations à suivre, puis il y aura un transfert de technologie possible vers ces entreprises pour les aider à se démarquer sur le plan mondial. Un des rôles de l'AILIA au sein du CRTL, poursuit-il, est de s'assurer que les axes de recherche soient en complément avec ce qui se fait dans les entreprises et dans les centres de recherche universitaires. Il n'est pas question de réinventer la roue ou de dédoubler les efforts de recherche. »

Du côté des entreprises, on est enthousiaste tout en observant très attentivement la suite des événements. Chez *MultiCorpora R&D*, on a bien saisi l'importance du CRTL. « C'est l'occasion pour le Canada de se positionner à la tête des pays exportateurs dans un vaste marché mondial en pleine expansion, explique Gerry Gervais, fondateur de la compagnie. L'industrie canadienne de la langue doit maintenant concentrer ses efforts pour être compétitive non pas entre nous, mais avec les compagnies européennes et américaines. »







D'une superficie de 5 400 m<sup>2</sup>, l'édifice du CRTL comptera 4 étages et s'élèvera sur les terrains du pavillon Alexandre-Taché de l'UQO. La construction devrait prendre fin au début de 2006.

En raison de leurs ressources limitées et de la petitesse de leur taille, les entreprises canadiennes qui font de la R-D dans le domaine des technologies langagières ne peuvent se permettre de couvrir un vaste champ de recherche. Elles n'ont pas cette capacité que le CRTL va leur procurer.

### L'UQO S'INSCRIT SUR LA MAPPE MONDE

Il n'y a aucun doute que l'établissement de ce centre sur le campus de l'UQO et la participation des professeurs de l'Université aux activités de recherche à titre de partenaires principaux est une excellente nouvelle. Comme l'explique le recteur Francis R. Whyte : « Ce centre de recherche nous permettra de nous hisser à la fine pointe de ce qui se fait dans le domaine des technologies langagières. Il va changer le profil de l'Université et celui de la région. »

Chez les professeurs du Département d'études langagières de l'UQO, l'excitation est à son comble. « C'est probablement aussi excitant pour nous que quand je dis à mes jeunes enfants qu'on va aller chez *Dairy Queen* », lance avec humour le professeur Jean Quirion.

Pour le député fédéral de la circonscription de Hull-Aylmer, Marcel Proulx, l'UQO était toute désignée pour accueillir ce centre puisqu'elle offre déjà la formation langagière la plus complète au pays. Il faut dire que l'UQO n'a pas volé sa réputation. Cela fait plus de 25 ans qu'elle offre des cours dans le domaine des langues, mais c'est avec la création de son baccalauréat en traduction et en rédaction, en 1998, que l'Université a fait preuve de vision. « À partir du moment où nous avons créé le baccalauréat, nous avons tenté d'ouvrir de nouveaux horizons et non pas de reproduire ce qui se faisait ailleurs, explique Christiane Melançon. Nous estimions que c'était ce qu'une petite université pouvait faire de mieux : sortir des sentiers battus. » Et c'est ce qu'elle a fait en offrant la double spécialisation rédaction – traduction et en lui donnant une forte composante technologique. « On voyait déjà la place que les technologies commençaient à prendre dans le domaine de l'industrie langagière, et on voulait former des praticiens complets capables de maîtriser très bien à la fois la langue, les notions de transfert linguistique et la technologie. Le baccalauréat est devenu l'instrument de cette vision globale, poursuit Christiane Melançon. »

À peine trois ans après la mise sur pied du baccalauréat, le Département d'études langagières a montré qu'il n'avait pas froid aux yeux en se lançant tête première dans la création de son diplôme d'études supérieures spécialisées (DESS) en localisation et en rédaction hypermédia, devenant ainsi la première université en Amérique du Nord à offrir ce programme. La localisation consiste à adapter des logiciels et des documents techniques à une langue et à une culture étrangères.

Les localisateurs sont en quelque sorte des maîtres d'œuvre, des gestionnaires de projet. « Il existe sur le marché bien des gens compétents dans le domaine langagier ou dans le domaine technologique, mais fort peu de gens qui cumulent les deux, précise la professeure Melançon. Nous y avons vu une bonne occasion de nous démarquer et d'innover, et on voit aujourd'hui que nous avons misé juste. »

Au Bureau de la traduction du Canada, on applaudit les programmes novateurs de l'UQO, car qui dit programmes à la fine pointe, dit diplômés prêts à affronter les nouvelles réalités de l'industrie de la langue. « L'UQO a de loin le programme le plus dynamique et le meilleur au Canada et à l'étranger, estime Donald Barabé. Comme partenaire pour le CRTL, on ne voyait qu'une seule université : l'UQO. »

L'avenir brille pour le Département d'études langagières de l'UQO. Tout est déjà en marche pour offrir un programme de maîtrise. Quatre nouveaux professeurs viennent d'être embauchés. À long terme, grâce à la présence du CRTL et aux forces vives qui seront sur place dans le domaine langagier et des technologies, le Département d'études langagières envisage la création d'un programme de doctorat.

En plus des professeurs du Département d'études langagières, certains professeurs du Département d'informatique et d'ingénierie, tels que Marek Zaremba et Rokia Missaoui, font déjà partie des professeurs associés au CRTL. On prévoit aussi une participation des professeurs en gestion de projet. « La beauté de ce partenariat pour l'UQO, c'est que cela permet à l'Université – qui avait été laissée un peu trop pour compte dans le réseau des universités du Québec au cours des dernières années – de consolider et de développer considérablement des expertises et des départements importants, en plus de s'ouvrir sur la communauté économique qui l'entoure, ajoute Marc Boily. »

### À QUAND LA RÉVOLUTION TECHNOLOGIQUE ?

L'effet premier de la création du CRTL, et de toutes les actions qui y ont mené, a été de permettre à l'industrie de se regrouper, de se parler et d'élaborer un plan d'action conjoint. Les projets de recherche initiaux ne vont pas révolutionner le monde au cours de la prochaine année. On parle plutôt d'un impact à moyen et à long terme. Mais une chose est certaine : sur un horizon de 5, 10 ou peut-être 15 ans, la région de l'Outaouais et de la capitale du Canada bénéficiera d'un centre reconnu mondialement. Un centre expert qui générera des outils de traduction perfectionnés, des outils de gestion de l'information multilingues performants et bien d'autres applications d'avant-garde répondant aux besoins qui pressent de plus en plus tous les pays du monde. Un centre qui attirera des sommités parmi les professeurs et les chercheurs et qui intéressera beaucoup d'étudiants de tous les cycles d'études à la recherche dans ce domaine. Enfin, un centre qui contribuera à créer un véritable pôle économique à Gatineau en attirant une grappe d'entreprises technologiques spécialisées. ■





# LE MONDE DU TRAVAIL SOUS OBSERVATION

Par André Magny



IL Y A PRESQUE TRENTE ANS QU'ANDRÉ BEAUCAGE APPREND À SES ÉTUDIANTS QU'AU-DELÀ DES STATISTIQUES SUR LA PRODUCTIVITÉ ET LE CAPITAL, LE MONDE DU TRAVAIL, C'EST D'ABORD ET AVANT TOUT DES ÊTRES HUMAINS. RENCONTRE AVEC CELUI QUI FUT UN OUVRIER DE LA PREMIÈRE HEURE AU DÉPARTEMENT DE RELATIONS INDUSTRIELLES À L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN OUTAOUAIS ET QUI DEMEURE UN PASSIONNÉ DE LA CAUSE DES TRAVAILLEURS.

Lorsqu'en 1982, il obtient un doctorat en relations industrielles de l'Université de Montréal, André Beaucage écrit une page d'histoire. Il est le premier récipiendaire d'un tel doctorat décerné par une université québécoise. « J'avais déjà fait mon bac et ma maîtrise en économie à l'Université McGill où je m'étais spécialisé en économie du travail. J'étais préoccupé par le sort des travailleurs et leurs conditions de travail. Je cherchais à approfondir le sujet. C'est pour ça que je me suis inscrit au doctorat en relations industrielles. »

À l'époque, nombre d'étudiants québécois partaient étudier aux États-Unis pour se nourrir des pensées des maîtres des relations de travail du temps. Au moment où le Québec venait de vivre son premier Front commun intersyndical, André Beaucage préfère plutôt s'abreuver aux sources des maîtres anglo-saxons installés à Montréal. Il aura à McGill des professeurs éminents comme H.D. Woods ou Shirley Goldenberg. Le premier avait présidé en 1968 la Commission royale d'enquête sur les relations du travail au Canada, la seconde était l'une des pionnières de l'étude des relations de travail dans le secteur public au Québec et au Canada.

Fort de ce bagage intellectuel, ce fils d'ouvrier montréalais, syndicaliste de cœur et ex-enseignant aux collèges de St-Laurent et du Vieux-Montréal, sera donc l'un des premiers à mettre l'épaule à la roue en vue de développer les relations industrielles de l'ancienne Université du Québec à Hull.

### L'ARRIVÉE EN OUTAOUAIS

Pourtant, ce n'est pas l'UQO qui l'attire en Outaouais au milieu des années 1970. Celui qui finira par diriger les destinées du Département de relations industrielles de l'UQO à la fin du XX<sup>e</sup> siècle vient s'établir dans la région après avoir postulé un emploi au Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP), non sans avoir flirté quelque temps avec l'idée de partir vers Québec. Ça n'a pas été long avant « que je trouve la région superbe ». Pourtant, il aurait pu trouver le voyage Montréal-Hull fort amère.

Décidé de s'établir le long de la rivière des Outaouais, André Beaucage s'aperçoit que l'offre du SCFP ne tient pas la route. Il finit par se retrouver chercheur au ministère du Travail à Ottawa, où il est à même d'observer un projet de tripartisme syndicat-patron-gouvernement, mis de l'avant au milieu des années 1970.

Mais, c'est aussi, à cette époque, s'en souvient-on, le règne à Ottawa de Pierre Elliott Trudeau. Dans un contexte de forte poussée inflationniste, le gouvernement libéral édicte alors sa fameuse politique sur le contrôle des prix et des salaires. Les syndicats sont particulièrement

touchés. Ce sera la fin de l'expérience tripartite. Face à ce remue-ménage, le goût d'entreprendre une carrière universitaire sourit à André Beaucage, lui qui est en train de terminer son doctorat.

L'Université du Québec à Hull n'était pas encore née. On parlait alors de la Direction des études universitaires dans l'Ouest québécois, qui pouvait compter sur le dévouement de quelques dizaines de professeurs. C'est tout dire le travail qu'il y avait à abattre.

### « J'Y AI MIS TOUT MON CŒUR »

« Il fallait travailler fort pour recruter des professeurs. *Small is beautiful*, mais quand même... C'est difficile pour l'équipe, quand tu montes des programmes et que tu vois certains des meilleurs éléments s'en aller pour répondre à d'autres défis. » Ce sera le cas avec Daniel Mercure. L'actuel président de l'Association internationale des sociologues de langue française (AISLF) et spécialiste des transformations du travail et de l'emploi a commencé sa carrière à l'UQO avant de retourner à l'Université Laval.

« Est-ce décourageant ? Certes un peu. Mais si on vient chercher chez nous des gens compétents, c'est qu'on doit faire aussi un sacré bon boulot, car l'université, c'est d'abord les profs-chercheurs. » C'est ainsi que petit à petit, démarrant avec un certificat en relations de travail en 1976, le Département compte maintenant quatre programmes de 1<sup>er</sup> cycle et deux de 2<sup>e</sup> cycle et offrira à l'automne prochain un doctorat en relations industrielles.

Bien que le professeur Beaucage dit « ne pas aimer le rapport d'autorité » qui s'installe parfois entre le prof et ses étudiants, notamment au moment d'une évaluation, ce dernier n'en aime pas moins pour autant l'acte de transmettre un savoir. Des connaissances acquises, entre autres, grâce aux recherches universitaires.

« La dimension recherche, c'est 40 % des tâches universitaires pour un prof. » Ce n'est pas rien. Une charge de travail qui s'est traduit au fil des ans par la publication, entre autres, aux Presses de l'Université du Québec, de *Syndicats, salaires et conjoncture économique*, une étude sur l'expérience des fronts communs au Québec entre 1971 et 1983. André Beaucage rappelle également qu'il a participé à l'excellent et volumineux ouvrage collectif sur *l'Histoire de l'Outaouais*, publié en 1994 par l'Institut québécois de recherche sur la culture.

### TÉMOIN PRIVILÉGIÉ

Selon une étude rendue publique l'an dernier par le professeur François Courcy de l'Université de Sherbrooke lors du Congrès de l'Association francophone pour le savoir (ACFAS) à Rimouski, le climat de travail, la justice organisationnelle et les relations superviseur-employé joueraient un rôle déterminant dans l'explication de la fréquence des agressions en milieu de travail. Au-delà d'exemples de climats insalubres, on peut se demander si le monde du travail est dans l'ensemble plus salubre à la classe ouvrière au XXI<sup>e</sup> siècle qu'il ne l'était à l'époque de *Germinal*. L'allié du travailleur demeure-t-il encore et toujours son syndicat ou est-ce plutôt l'arrivée dans son milieu de travail des nouvelles technologies ?

La question fait sourire André Beaucage. « Dans l'histoire, on s'est aperçu que la productivité a augmenté quand les machines sont devenues plus performantes. Que ce soit maintenant ou au début de l'ère industrielle, la technologie vient améliorer non seulement le produit, mais également le sort du travailleur. Par contre, le syndicat intervient pour tenter de répartir plus équitablement la richesse engendrée par les technologies et atténuer ses effets négatifs à court terme. Il est là pour veiller au grain. En fait, syndicat et technologie sont des alliés de l'ouvrier. »

Mais l'alliance technologique a parfois des ratés. Le chercheur se remémore la fermeture, il y a quelques années, de l'usine de la Canada Packers lorsque la compagnie avait décidé d'utiliser des camions réfrigérés rendant ainsi quelque peu caduques ses installations de Hull. Un épisode difficile comme il y en a beaucoup dans le monde du travail. « Les changements technologiques ne sont jamais neutres », rappelle celui qui fut un observateur privilégié de la scène sociale dans l'Outaouais.

Dans un autre ordre d'idée, est-on en droit de se demander si la grève est toujours un outil valable ? André Beaucage est d'avis que la grève demeure un moyen de pression, mais que paradoxalement, « elle est aussi la démonstration de l'absence d'un pouvoir de négociation », les travailleurs n'ayant parfois aucun autre recours. Pourtant, les chiffres démontrent qu'elle est, somme toute, fort peu utilisée lors des négociations de contrats de travail. « Dans moins de 5 % des cas, la grève survient », affirme M. Beaucage. Dimension économique pour certaines, les grèves revêtent aussi une dimension plus politique dans le secteur public, comme ce fut le cas, il y a quelques mois, lors du conflit entre l'UQO et ses chargés de cours.

### ET APRÈS LE PROFESSORAT

Si l'heure de la retraite n'a pas encore sonné pour André Beaucage, celui-ci envisage néanmoins d'autres activités. « La consultation, en fin de carrière, ça pourrait être intéressant. Je souhaiterais surtout pouvoir écrire davantage... autre chose que des rapports, comme c'est le cas lorsqu'on est gestionnaire d'un département ! J'aimerais vulgariser certaines connaissances du domaine des relations industrielles, peut-être dans une chronique dans un journal ou dans un magazine. »

L'étudiant ou l'étudiante qui sera spécialiste de la gestion des ressources humaines, des rapports collectifs de travail et des politiques publiques de travail après l'obtention de son diplôme se demande peut-être si le domaine des relations industrielles n'est pas en péril devant l'ascension du travail autonome. André Beaucage n'en croit rien.

« Dans les années 1940, il y avait relativement plus de travailleurs autonomes. Pensons au petit cordonnier du coin. À l'heure actuelle, c'est 15 % des travailleurs qui sont considérés comme autonomes. Mais tant que les gens auront besoin de se regrouper pour travailler, il faudra des gens qui s'occupent d'eux. Le salariat est là pour durer... encore quelques années ! » ■



# RONA

## L'entrepôt



### AVOIR L'AUDACE DE SES IDÉES: UN ENTRETIEN AVEC MARTIN LACASSE

Par Andrée Proulx

Martin Lacasse



VIVE LE PRINTEMPS ! QUI N'A PAS, DERNIÈREMENT, EU L'ENVIE IRRÉPRESSIBLE DE REPEINDRE LES MURS TERNIS DU SALON, D'AMÉNAGER UN JARDIN DANS LA COUR ARRIÈRE OU DE CONSTRUIRE UNE GRANDE TERRASSE POUR PROFITER DES LONGUES JOURNÉES CHAUDES QUI S'ANNONCENT ? LES IDÉES FOISONNENT DANS NOS TÊTES, ET QUOI DE MIEUX QUE DE SE RENDRE CHEZ NOTRE DÉTAILLANT EN PRODUITS DE QUINCAILLERIE, DE RÉNOVATION ET D'HORTICULTURE POUR RÉALISER NOS FORMIDABLES PROJETS.

Cette « fièvre printanière », Martin Lacasse en connaît bien les symptômes, car ce commerçant bien connu en Outaouais est le propriétaire de *Rona l'entrepôt* de Gatineau, lieu de prédilection de nombreux passionnés du jardinage et de la rénovation. Cet immense magasin qui offre à sa clientèle une variété et un choix impressionnants de marchandises et de services figure parmi les plus importants employeurs de la région du secteur privé. D'ailleurs, il faut se rendre dans les coulisses pour découvrir l'ampleur du travail qui se fait sur le plan de la gestion des ressources humaines et de la gestion financière, car la réussite de Martin Lacasse est imputable non seulement à son sens de l'entrepreneuriat, mais aussi aux gens qui travaillent avec lui.

#### **DE PÈRE EN FILS**

Le fait que Martin Lacasse ait choisi de se lancer en affaires n'est nullement le fruit du hasard. En fait, c'est une histoire de famille qui a débuté en 1973, alors que son père acheta un commerce de matériaux de construction à Aylmer. « Mon père a été un modèle pour moi. Il était un autodidacte et a toujours travaillé fort. Je savais qu'un jour je prendrais la relève », explique monsieur Lacasse. Reconnaisant tout le travail qu'a abattu son père, il avoue avec modestie avoir su profiter de la chance qui s'offrait à lui.

C'est en décembre 1993 que Martin Lacasse hérite du commerce de son père, et ce à la suite d'un gel successoral. Depuis ce temps, l'entreprise s'est transformée : agrandissement du commerce et nouvelle bannière commerciale. En outre, la construction d'un deuxième





magasin *Rona l'entrepôt* est prévue très bientôt près du Plateau de la capitale, un quartier résidentiel de la ville de Gatineau dans le secteur Hull. Monsieur Lacasse estime que son entreprise emploiera près de 600 personnes.

### DE LA SALLE DE CLASSE AU MARCHÉ DU TRAVAIL

Martin Lacasse souhaitait prendre le relais du commerce familial, mais il devait faire des études postsecondaires. Il s'inscrit alors à l'Université du Québec en Outaouais au programme de baccalauréat en administration des affaires. Il se spécialise en comptabilité et obtient le titre de comptable agréé en 1991. « Les études étaient pour moi un mal nécessaire. J'étais un étudiant quelque peu paresseux et j'aimais bien faire la fête, avoue-t-il le sourire aux lèvres. Au cours de ma dernière année d'études, j'ai rencontré mon épouse, Yulla, et c'est à ce moment que j'ai pris les choses un peu plus au sérieux. » Dès qu'il obtient son titre de comptable agréé, il se joint à son père pour gérer l'entreprise familiale.

**« IL FAUT S'OCCUPER DE NOTRE COMMUNAUTÉ. JE VEUX QUE LES AUTRES PUISSENT PROFITER DE MA RÉUSSITE »**

Émile Leroux, professeur en sciences comptables à l'Université du Québec en Outaouais a enseigné à Martin Lacasse. « Malgré son caractère un peu frivole, Martin était un bon étudiant. Son dynamisme, sa curiosité et ses qualités de leader le distinguaient », explique le professeur. Il se souvient que cet étudiant a travaillé très fort à la fin de ses études. De plus, tous les week-ends, il bossait dur au magasin de son père. Selon Émile Leroux, Martin Lacasse est aujourd'hui un modèle pour ses étudiants. Cet ancien est très actif socialement et jouit d'une grande crédibilité auprès de bon nombre de personnes.

Ce dirigeant d'entreprise admet ne pas être un bricoleur très adroit et préfère de loin manipuler les chiffres et diriger son entreprise. Selon Martin Lacasse, pour réussir en affaires, il faut de la rigueur notamment sur le plan de la planification financière. « Les chiffres ne mentent pas. Ils sont à mon sens le nerf de la guerre, car dans le domaine du commerce au détail, ce sont les ventes qui déterminent le succès d'une entreprise », explique-t-il. L'homme d'affaires affirme aussi que la réussite est fondée sur la compétence, la sienne et celles de ses employés. Afin de favoriser l'équilibre au sein de ses troupes, il favorise le développement professionnel en offrant de la formation sur une base régulière et en assurant un encadrement adéquat.

### DU DIRIGEANT D'ENTREPRISE AU CITOYEN ENGAGÉ DANS SA COLLECTIVITÉ

Au fil des ans, Martin Lacasse a tissé des liens étroits avec sa collectivité. Qu'il s'agisse d'appuyer des organismes du domaine social ou de la santé, d'offrir des bourses d'études, de soutenir des athlètes ou des artistes et des festivals régionaux, l'engagement de cet homme à l'égard de sa communauté est très grand et la liste des bénéficiaires est impressionnante. Citons, à titre d'exemple, la Fondation du Centre hospitalier des-Vallées-de-l'Outaouais, le Festival de montgolfières de l'Outaouais et les petits déjeuners de la Soupière de l'amitié. Pour cet homme, la réussite en affaires et l'engagement social vont de pair. « Il faut s'occuper de notre communauté. Je veux que les autres puissent profiter de ma réussite », de dire monsieur Lacasse. Cependant, il avoue que sa participation à la vie communautaire lui donne beaucoup de visibilité, ce qui, au bout du compte, est bénéfique pour son commerce.

Martin Lacasse contribue également à faire rayonner l'économie en Outaouais en participant à divers comités et regroupements d'affaires. Il est notamment le président de la Chambre de commerce de Gatineau 2003-2005. Cette organisation est formée d'un réseau de gens d'affaires de l'Outaouais qui contribue au développement économique de la région et défend l'intérêt de ses membres auprès du public et des gouvernements.

Sur le plan de la politique locale, Martin Lacasse participe activement au débat actuel entourant la « défusion » des nouvelles municipalités, ou le « démembrement » selon le gouvernement québécois. Il est en effet le président du Regroupement des citoyens pour le maintien de la nouvelle ville de Gatineau et a participé à des discussions qui ont eu lieu l'automne dernier dans le cadre de la *Loi concernant la consultation des citoyens sur la réorganisation territoriale de certaines municipalités* (projet de loi n° 9), un événement qu'il a qualifié de très stimulant sur le plan intellectuel.

### DE LA VISION À LA RÉALITÉ

Homme de tête, Martin Lacasse est un chef d'entreprise qui possède en outre une intuition en affaires. Les projets qu'il a réalisés ont contribué non seulement à faire prospérer son entreprise, mais aussi au mieux-être des citoyens et des citoyennes de sa collectivité. ■



# ARRÊT

SUR IMAGE

Par André Magny

Marek Zaremba



LES « VOIES » DU SEIGNEUR SONT PEUT-ÊTRE IMPÉNÉTRABLES POUR L'INSTANT, MAIS DANS UN AVENIR RELATIVEMENT PROCHE, VOTRE PC OU VOTRE MAC DEVRAIT ÊTRE EN MESURE, LUI, DE FAIRE LA DIFFÉRENCE ENTRE LA VOIX DE BELZÉBUTH ET CELLE DE YAHVÉ ! LE TRUC ? LA RECONNAISSANCE DE LA VOIX GRÂCE À L'APPLICATION D'ALGORITHMES COMME C'EST DÉJÀ LE CAS DANS LE TRAITEMENT DE L'IMAGE.

À l'écran, une photo satellitaire des deux rives de la rivière des Outaouais. Outre, bien sûr, le célèbre cours d'eau, le cliché fait ressortir les alentours de Chelsea. La moindre parcelle de route, les plus petites végétations ou encore les plus simples maisons sont répertoriées. Pourtant, la photo a été prise à des milliers de kilomètres.

Qu'est-ce qui permet donc à ce coin de l'Outaouais de se dévoiler ainsi ? Les algorithmes. De ce terme venu du XIII<sup>e</sup> siècle pour honorer la mémoire d'un célèbre mathématicien arabe, Mohammed Ibn Musa Abu Djéfar, surnommé Al-Khwarizmi, les informaticiens nous apprennent que l'algorithme utilise une séquence d'opérations visant la résolution d'un problème en un temps fini.

Dans son laboratoire des systèmes spatiaux intelligents (LSSI), Marek Zaremba, professeur au Département d'informatique et d'ingénierie, explique : « Ici, nous sommes à la recherche de meilleurs algorithmes pour traiter des signaux en provenance de capteurs de télédétection, tels que des satellites ou des lasers aéroportés. Ces signaux sont caractérisés par un haut niveau de multidimensionnalité. Chaque bande spectrale ou tout autre attribut dérivé qui se retrouve ainsi photographié peut être traité comme une dimension en soi. »

## UN LABORATOIRE HORS DU COMMUN

Les méthodes utilisées dans la classification des images multispectrales exigent énormément de calcul. Grâce à une puissante plate-forme capable de mettre en œuvre les technologies les plus avancées de l'information, M. Zaremba est en mesure de manipuler des objets multidimensionnels d'une façon rapide et efficace.

Les équipements informatiques de son laboratoire ont d'ailleurs été acquis grâce au financement de la Fondation canadienne pour l'innovation et du ministère de l'Éducation du Québec. De plus, le laboratoire LSSI va obtenir une nouvelle injection d'équipements spécialisés à la suite d'une subvention d'infrastructure obtenue tout récemment par la professeure Rokia Missaoui et ses collègues du même Département.

Les applications des technologies mises au point au laboratoire LSSI sont multiples. La cartographie, les industries minières et forestières sont également intéressées. L'UQO a d'ailleurs récemment signé une entente de partenariat avec l'Institut québécois d'aménagement de la forêt feuillue (IQAFF), particulièrement intéressé par les travaux du professeur Zaremba en matière de traitement intelligent des données spatiales applicables en sciences forestières.

## DE L'IMAGE AU PHONÈME : UN TERRAIN COMMUN ?

S'il est relativement aisé de comprendre les répercussions que peuvent avoir les travaux de M. Zaremba dans des domaines comme la foresterie, l'intérêt manifesté par d'autres départements peut surprendre au premier regard. C'est le cas avec certains chercheurs du Département d'études langagières de l'UQO.

Au moment où certains de ceux-ci effectuent des travaux sur le développement de la reconnaissance de la voix dans le cadre de la mise sur pied du Centre de recherche en technologies langagières, il semble que des ponts peuvent être construits entre le son et l'image. M. Zaremba est d'avis que le modèle algorithmique utilisé dans la reconnaissance des objets graphiques multidimensionnels peut s'appliquer pour déchiffrer la voix humaine. « Que l'on prononce un a ou un b, ces deux lettres génèrent des fréquences, des équivalents de bandes spectrales dans l'imagerie satellitaire »

C'est donc l'ensemble des phonèmes qu'il faut être en mesure de classer au plan de la fréquence. Évidemment, un Français, un Québécois, un Béninois ou un Libanais, même s'ils font tous partie de la francophonie, ont chacun leur façon de prononcer un phonème. D'où la complication d'un tel projet, qui exige une phase d'apprentissage, « la plus ardue », explique Marek Zaremba. « S'il faut, selon le professeur d'origine polonaise, faire des centaines de photos, par exemple d'une zone urbaine, pour que les algorithmes de classification soient applicables, il faudra sans doute enregistrer la voix de centaines de personnes pour avoir un bon échantillonnage de phonèmes. » Mais la phase d'apprentissage est « réalisable », assure-t-il.

Certes, ce n'est pas encore demain la veille qu'un programme informatique permettra à un ordinateur de mettre en lettres sur l'écran la parole qu'il aura pu décrypter. « Le problème de la sémantique demeure un gros problème, constate M. Zaremba; les algorithmes ont leurs limites ». Mais les avancées d'un tel projet peuvent être surprenantes. Au point que Marek Zaremba estime être en mesure d'aider dès cette année ses collègues du Centre de recherche en technologies langagières duquel il est récemment devenu chercheur associé. ■





# SANTÉ ET ESTIME DE SOI : DANS LE MÊME WAGON DU TRANSPORT COLLECTIF

Par André Magny



## QUI L'ÊT CRU. UN TRANSPORT COLLECTIF ADAPTÉ AUX BESOINS DES GROUPES LES PLUS VULNÉRABLES DE LA SOCIÉTÉ EN MILIEU RURAL CONTRIBUE À DIMINUER L'ANXIÉTÉ ET À AUGMENTER L'ESTIME DE SOI. C'EST BEAUCOUP POUR UN FRAIS DE PASSAGE SOMME TOUTE MINIME DE 3 \$.

Monique Labrecque est catégorique : « Je n'aurais jamais pensé que les résultats seraient aussi positifs. » Celle qui s'exprime ainsi est professeure au Département des sciences infirmières de l'UQO et l'auteure d'une étude rendue publique en février dernier sur *L'évaluation des effets de la mise en application d'un système collectif en milieu rural sur la santé des usagers des MRC de Papineau et de la Vallée-de-la-Gatineau*.

L'étude fut commandée au Bureau de liaison université-milieu (BLUM) de l'UQO au début de 2003 par Santé Canada. « Une première pour le Québec », selon Harry Gow, ancien fondateur du groupe de pression *Transport 2000* et représentant de Santé Canada au moment de la recherche.

Celle-ci, dirigée par la professeure Labrecque, s'est effectuée pendant six mois au sein des MRC visées par le projet de transport collectif. Une subvention de 172 000 \$ avait d'abord été allouée à la Corporation du transport adapté de la Petite-Nation pour gérer trois projets de transport collectif, dont ceux des MRC de Papineau et de la Vallée-de-la-Gatineau. Pour les besoins de la recherche, plus de 120 personnes – près de 40 % des participants – ont été jointes dans le cadre de l'évaluation globale de l'étude.

Chaque projet de transport collectif possède ses particularités. Mais, essentiellement, il s'agit, dans ce type d'expérience, de pallier l'absence de transport en commun dans une région en mettant ensemble certaines ressources sur quatre roues, à savoir le transport adapté, le réseau des autobus scolaires, les taxis et les bénévoles, afin de mieux desservir une communauté donnée. Règle générale, les utilisateurs pouvant bénéficier du transport collectif doivent déboursier 3 \$ pour tout déplacement à l'intérieur de la MRC. Lorsque le déplacement se fait en taxi, l'usager débourse alors 40 % de la course, le restant étant pris en charge par la Corporation des transports collectifs. « La partie assumée par le bénéficiaire permet de le responsabiliser et évite ainsi tout abus », assure Monique Labrecque. Au moment où celle-ci colligeait les diverses données, 3 500 déplacements avaient été effectués.

## SANTÉ ET TRANSPORT COLLECTIF

En ce qui a trait aux deux territoires outaouais, les principaux objectifs de transport collectif étaient de rendre accessible à un plus grand nombre de gens, en particulier aux personnes âgées et aux jeunes, les services sociaux et de santé, de briser l'isolement des personnes les plus démunies et de favoriser un retour à l'emploi ou aux études.

Alors que les femmes ont fait largement usage des services qu'on leur offrait – trois fois plus que les hommes –, les chiffres sont dans l'ensemble extrêmement éloquentes. Quarante et un pour cent des gens interrogés estiment être moins solitaires, quatre fois plus de femmes que d'hommes ont vu diminuer leur consommation de médicaments, près de 85 % des utilisateurs se sentent moins stressés et 50 % considèrent maintenant avoir une meilleure estime d'eux-mêmes. Ceci dit, pour Monique Labrecque, il ne fait aucun doute que l'expérience du transport collectif permet à nombre de gens « d'avoir un plus grand sentiment d'autonomie, d'être moins anxieux, d'avoir un meilleur sommeil, de diminuer l'usage de médicaments », bref d'améliorer grandement leur qualité de vie.

Si les objectifs du projet ont été largement atteints dans leur ensemble – 70 % des déplacements étaient fait dans le but d'obtenir des soins de santé –, certains points pourraient néanmoins être améliorés. Ainsi, seulement 10 % des répondants ont utilisé le transport collectif pour aller aux études et 6,6 % pour aller au travail. M<sup>me</sup> Labrecque est d'ailleurs d'avis qu'à l'avenir, il faudra se pencher sur cette problématique.

## UN MODÈLE TRANSPOSABLE À LA VILLE ?

Selon les experts du transport collectif, jamais une étude comme celle de la professeure Labrecque n'avait encore été réalisée au Québec. Pour Harry Gow, « ce qui est surprenant, c'est le taux de satisfaction face aux services : 99 %, c'est impressionnant. »

Alors qu'on oppose fréquemment le transport en commun à l'automobile, l'expérience outaouaise peut-elle avoir une quelconque influence sur le transport urbain ? « Nous n'avons pas nécessairement de leçons à donner », estime Harry Gow. Le spécialiste du transport public, qui est en voie de diriger une expérience similaire dans le Pontiac, pense que ville et campagne ont chacun leurs réalités. Par contre, il est d'avis que « l'utilisation des autobus scolaires pourrait fort bien être envisagée » en milieu urbain lorsque ceux-ci ont des sièges disponibles. Déjà, des expériences sont tentées. Dans une ville comme Montréal, l'Agence métropolitaine de transport tente d'élargir l'étendue de son territoire grâce à l'intégration de certaines composantes du transport collectif.

En bout de ligne, tous s'accordent pour dire que l'expérience du transport collectif permet aux gens de rester davantage dans leur région. « Ce serait d'ailleurs intéressant de vérifier dans cinq ans l'évolution du projet », de conclure Monique Labrecque. ■



# MERCI AUX DIPLÔMÉS

par Martine Deschênes

Pierre Daoust

Le 26 février dernier se terminait la campagne téléphonique de la Fondation auprès des diplômés de l'UQO. Les promesses de dons totalisent près de 74 000 \$, soit une augmentation de 20 % par rapport à l'an dernier. Les donateurs peuvent assigner leur don à différentes causes, telles que les bourses, la bibliothèque ou le fonds général de développement de l'UQO. Par ailleurs, une nouveauté s'est ajoutée cette année : les diplômés résidant sur le territoire de la MRC Antoine-Labelle peuvent quant à eux affecter leurs dons au fonds de bourses pour les étudiants du Centre universitaire de l'UQO à Mont-Laurier ou pour le développement du Centre de Mont-Laurier.

Le porte-parole de la campagne de financement 2004, Pierre Daoust, tient à remercier tous les diplômés qui ont répondu positivement à l'appel de la Fondation en apportant un soutien financier à leur *alma mater*. « Je suis fier de faire partie de la grande famille de l'UQO et de participer à son essor, » d'ajouter M. Daoust. Lorsque la Fondation aura reçu tous les dons, le nom des donateurs (sauf les souscripteurs anonymes) sera publié sur le site Internet de l'Université (aller à l'adresse [www.uqo.ca/fondation](http://www.uqo.ca/fondation) et choisir « Campagne des diplômés » pour consulter la liste).

Le porte-parole de la campagne auprès des diplômés 2004, Pierre Daoust, répond aux questions du magazine *Savoir Outaouais*.

Savoir Outaouais :

Pourquoi donnez-vous à la Fondation de l'UQO ?

**P. D. :** On donne parce qu'on a reçu, et moi, j'ai beaucoup reçu de l'UQO. À l'époque où j'étais étudiant, certes, mais aujourd'hui encore, à titre de partenaire du réseau de l'Éducation, dans mes fonctions de directeur général de la Commission scolaire au Cœur-des-Vallées.

Savoir Outaouais :

Pourquoi les diplômés devraient-ils donner à leur *alma mater* ?

**P. D. :** Donner à l'UQO, c'est contribuer, je dirais même investir dans le développement du « savoir », donc dans le développement de notre société, et plus particulièrement dans celui de la région de l'Outaouais.

Savoir Outaouais :

Pour vous, quelle est l'importance de l'UQO ?

**P. D. :** L'Université du Québec en Outaouais, c'est une des pièces maîtresses de l'échiquier socioéconomique de la région de l'Outaouais.

Savoir Outaouais :

Pourquoi avoir accepté d'être porte-parole de la campagne ?

**P. D. :** Agir à titre de porte-parole de cette campagne constitue une toute petite contribution au développement de l'éducation en Outaouais. C'est une contribution qu'il me fait plaisir de faire et qui illustre ce que j'énonce souvent : « En éducation, donner l'exemple, ce n'est pas la meilleure chose à faire, c'est la seule chose à faire ! »



## PARTENARIATS RENOUVELÉS

### SOCIÉTÉ GAMMA INC.

La Société Gamma inc. poursuit son engagement envers la Fondation de l'UQO afin d'octroyer des bourses d'excellence aux étudiants en traduction et en rédaction. La Société Gamma a en effet consenti à donner généreusement un montant de 6 000 \$ sur une période de trois ans à compter de 2004 pour continuer la réalisation de ce concours. Deux bourses de 1 000 \$ sont octroyées annuellement. Fondée en 1974, la Société Gamma inc. est devenue l'un des plus importants cabinets de traduction au Canada. Présente à Ottawa, à Montréal et à Toronto, elle est également active dans le domaine de la terminologie ainsi que dans celui des outils d'aide à la traduction par l'entremise de sa société sœur, Terminotix inc.

### DESSAU-SOPRIN

Dessau-Soprin a renouvelé son entente avec la Fondation de l'UQO afin d'offrir une bourse d'études de 500 \$ à une étudiante inscrite au programme de baccalauréat en génie informatique. Cette bourse vise à promouvoir la place des femmes dans un secteur d'activités non traditionnel. L'engagement du donateur est d'une durée de trois ans. Cette entreprise, qui offre des services-conseils dans les domaines de l'ingénierie, des technologies et de la construction, regroupe près de 1 500 ingénieurs, scientifiques et spécialistes dans différents secteurs de pointe.

### CAMPAGNE INTERNE

C'est sous le thème *L'Université croît, j'y crois!* que se déroule cette campagne d'une durée de trois ans, et nous pouvons dire que la communauté universitaire croit en son université! Aux promesses déjà engagées l'année dernière pour un montant de 127 055 \$, s'ajoute un peu plus de 24 000 \$ de nouveaux dons pour cette deuxième année de campagne.

Madeleine Lussier, présidente du cabinet de la campagne interne, professeure et directrice du Module des sciences comptables, tient à rappeler aux donateurs toute l'importance de leur geste et de leur engagement. « Par votre don, vous appuyez le développement de l'UQO et le soutien aux étudiants. Pour les entreprises et les sociétés sollicitées par la Fondation, votre générosité exprime clairement que vous êtes les premiers ambassadeurs de votre université et que vous croyez en sa mission. De plus, la réussite de cette collecte de fonds est attribuable à des bénévoles qui ont donné de leur temps et de leur énergie. J'aimerais les remercier pour leur appui à cette cause. »

Dans un contexte où l'Université est en pleine croissance, les besoins sont grands. La communauté universitaire a bien saisi la demande de la Fondation puisque l'objectif initial d'amasser 120 000 \$ en trois ans a été dépassé dès la première année.

Marc Pelletier, président du Comité organisateur des Jeux du Commerce 2003, et Pierre Roberge, directeur général de la Fondation.



De gauche à droite :

Pierre Roberge, directeur général de la Fondation, et Richard M. Trites, diplômé à la maîtrise en gestion de projet (1998) et porte-parole de la PMPA.

### MISE SUR PIED D'UN FONDS DE BOURSES PAR DES DIPLÔMÉS DE L'UQO

Voilà plusieurs années, un groupe de diplômés du programme de maîtrise en gestion de projet avait formé une association professionnelle en vue de promouvoir la gestion de rendement, soit l'Association professionnelle de gestion de rendement, mieux connue sous son sigle anglophone PMPA (*Performance Management Professional Association*). L'automne dernier, cette association s'est dissoute.

En conséquence, le groupe de diplômés a décidé de faire don à la Fondation de l'UQO d'une partie des avoirs de la PMPA, soit un montant de 13 000 \$. Cette somme servira à créer un fonds afin de décerner une bourse d'études à un étudiant inscrit au programme de maîtrise en gestion de projet de l'UQO.

La Fondation tient à remercier ces diplômés pour cette généreuse initiative. Une plaque souvenir a été remise afin de souligner leur contribution au développement de l'Université en appuyant financièrement des étudiants.

### DON DU COMITÉ DES JEUX DU COMMERCE 2003

C'est avec plaisir que la Fondation de l'UQO a reçu un don de 8 250 \$ de la part du Comité organisateur des Jeux du Commerce qui ont eu lieu à l'UQO en 2003. Grâce à cet apport, une somme de 1 500 \$ sera attribuée sous forme de bourse d'excellence à un participant de l'équipe de l'UQO pour l'édition de 2005 de cette compétition interuniversitaire qui se déroulera à l'Université du Québec à Rimouski. La Fondation versera également, et ce, pour les cinq prochaines années, une contribution annuelle de 1 350 \$ au REMAA (Regroupement étudiant des modules d'administration des affaires) afin de soutenir la participation des étudiants de l'UQO aux Jeux du Commerce.



# BULLETIN DES DIPLÔMÉS

## MOT DU PRÉSIDENT

### MERCI À VALÉRIE COUTURE

Valérie, étudiante en administration à l'UQO, a travaillé au bureau de l'Association dans le cadre du programme Études-Travail, par l'entremise du Bureau du développement de l'UQO. Lors de son passage au bureau, elle a effectué de l'excellent travail, notamment dans l'organisation de notre assemblée générale annuelle. Elle a également préparé un sondage pour nos futurs diplômés qui sera distribué prochainement. De plus, elle a participé à l'organisation du tournoi de golf qui se tenait le 20 mai dernier. Ainsi, nous avons eu la chance de profiter de ses qualités et de ses compétences. Nous lui souhaitons beaucoup de succès dans ses projets futurs.

### UNE RELÈVE ATTENDUE

Je réitère et clame bien haut notre besoin de recruter de nouveaux bénévoles pour porter fièrement le flambeau de notre association. Nous souhaitons rencontrer ceux et celles qui se laisseront tenter par cette expérience enrichissante de gestion au sein d'un conseil d'administration dynamique. Nous débordons d'énergie et faisons preuve d'un esprit d'équipe pour continuer à bâtir une belle Association et entretenir une vie associative rayonnante répondant aux attentes de tous les diplômés.

Toutefois, pour connaître du succès, nous avons besoin de gens comme vous qui croient en leur association des diplômés et qui estiment qu'elle occupe une juste place dans la vie universitaire de l'UQO en étant le symbole de la fierté de ses diplômés.

Au cours des prochains mois, nous aimerions vous entendre. Bien sûr, nous vous laissons décider vous-même de votre niveau d'engagement.

**Vous avez la possibilité de participer de plusieurs façons, soit à titre de :**

- membre du Conseil d'administration;
- membre d'un comité (tournoi de golf, retrouvailles, 5@7, etc.);
- responsable d'une promotion pour l'organisation de ses retrouvailles;
- mentor pour un diplômé ou un étudiant.

Pour plus de renseignements sur les façons de vous engager au sein de l'ADDUQO, communiquez avec l'Association des diplômés par téléphone au (819) 595-3971 ou par courriel à [add@uqo.ca](mailto:add@uqo.ca).

En terminant, sachez que ma fierté et mon sentiment d'appartenance envers mon université sont au cœur de mon dévouement et de mon engagement au sein de l'ADDUQO. J'éprouve un plaisir unique à donner de mon temps et de mon énergie à un conseil qui a à cœur le rayonnement de ses membres, les diplômés.

Michel Pilon (Administration 2002)  
Coprésident

## DONNEZ-NOUS DE VOS NOUVELLES !

Nous aimerions ajouter une rubrique à notre bulletin qui donnerait aux lecteurs des nouvelles de leurs collègues. Dites-nous, où êtes-vous rendu ? Que faites-vous ? Quels succès avez-vous récoltés ? Sans votre collaboration, il nous sera impossible de réaliser ce projet. À vous de jouer !

## EN BREF

### L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE

C'est le 18 mars 2004 que se tenait l'assemblée générale annuelle de l'Association. L'événement s'est très bien déroulé. Nous désirons remercier les diplômés qui étaient présents. D'ailleurs, il nous fait plaisir de souhaiter la bienvenue à deux nouveaux membres au sein du Conseil d'administration, soit Daniel-Marc Dubé, diplômé en administration (1989), administrateur, et Jean-François Carrier, diplômé en travail social (2003), administrateur. Bienvenue au sein de notre équipe!

### DES RETROUVAILLES... QUI VOUS RESSEMBLE!

Entre janvier et juin 2006, l'UQO prévoit organiser un événement unique pour souligner le 25<sup>e</sup> anniversaire de l'Université. Quelle belle occasion de se retrouver pour renouer avec d'anciens amis de l'UQO, se divertir et se rappeler quelques petites anecdotes de votre passage à l'université! C'est aussi dans cet esprit que l'ADD vise, entre autres par des activités comme les retrouvailles, à resserrer les liens entre les diplômés et à renforcer le sentiment d'appartenance envers cette université dynamique qu'est notre alma mater. Les expériences passées nous ont clairement démontré que les gens conservent de très beaux souvenirs de ces soirées. Pour assurer la réussite de tels projets, nous avons besoin de vous. Si vous avez le goût de participer à l'organisation de vos retrouvailles, n'hésitez pas à communiquer avec nous pour partager vos idées.

### MISES EN CANDIDATURE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

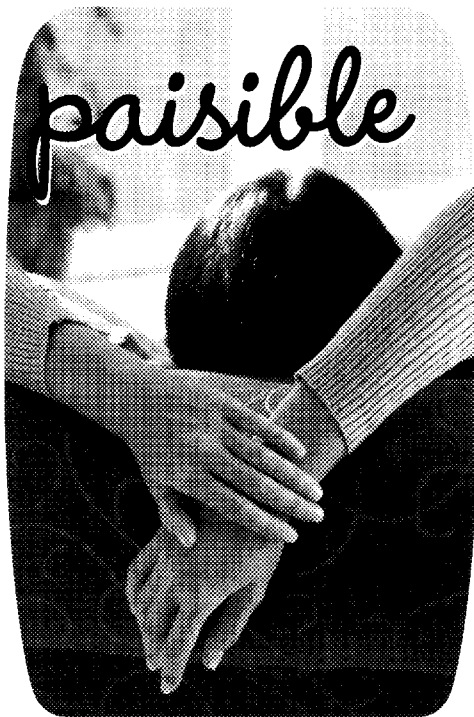
Vous aimeriez vous joindre à l'équipe du Conseil d'administration ou suggérer le nom de quelqu'un qui pourrait combler un poste au sein de l'organisation? Veuillez nous en aviser le plus tôt possible en communiquant avec nous au bureau de l'ADDUQO au (819) 595-3971 ou par courriel à [add@uqo.ca](mailto:add@uqo.ca), ou encore, en informant Carole Wilson au Bureau du développement de l'UQO au (819) 595-3915.



**Association  
des diplômés et diplômées  
de l'Université du Québec en Outaouais**

283, boulevard Alexandre-Taché  
Case postale 1250, succursale Hull  
Gatineau (Québec) Canada J8X 3X7  
Tél. : (819) 595-3971 Téléc. : (819) 595-3844  
Courriel : [add@uqo.ca](mailto:add@uqo.ca)  
Site Internet : [www.uqo.ca/fondasso/add](http://www.uqo.ca/fondasso/add)





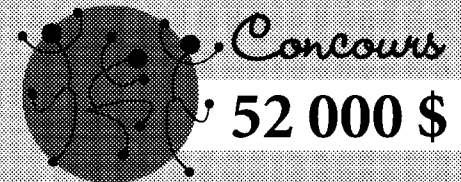
## Vivez en paix au quotidien avec l'assurance de groupe auto, habitation et entreprise de La Personnelle

Grâce à La Personnelle, l'assureur choisi par l'Association des diplômés et diplômées de l'Université du Québec en Outaouais vous profitez d'économies importantes et d'avantages exclusifs.

Réalisez vos rêves  
les plus fous!

Courez la chance de gagner 1 000 \$  
par semaine durant un an!

Pour plus de détails,  
[www.lapersonnelle.com/plaisirs](http://www.lapersonnelle.com/plaisirs)



**52 000 \$**

Plaisirs assurés pour l'année



laPersonnelle



Association  
des diplômés et diplômées  
de l'Université du Québec en Outaouais

Demandez une soumission au : **1 888 597-3673**

Pour plus d'information : [www.lapersonnelle.com](http://www.lapersonnelle.com)



littérature générale, fournitures de bureau,  
matériel d'art, revues et journaux, tabagie et  
timbres, photocopies, point de vente STO,  
idées-cadeaux.



ordinateurs de grandes marques (IBM,  
Compaq, Toshiba), ordinateurs Axess  
construits sur mesure, versions  
académiques des principaux logiciels,  
accessoires et matériels informatiques pour  
tous vos besoins, garantie prolongée,  
service de réparation et d'entretien.



photocopies noir et blanc ou couleurs,  
plastification, laminage et reliure, archivage  
numérique.

Université du Québec  
en Outaouais (UQO)  
Pavillon Lucien-Braut  
101, St-Jean-Bosco, Gatineau  
819.773.1673

Pavillon Alexandre-Taché  
283, boul. Alexandre-Taché, Gatineau  
819.595.2377

Collège de l'Outaouais  
Campus Gabrielle-Roy  
333, boul. Cité des Jeunes, Gatineau  
819-778-1698

Campus Félix-Leclerc  
820, boul. La Gappe, Gatineau  
819.243.3463

Campus Louis-Reboul  
125, Sacré-Coeur, Gatineau  
819.777.6584

La Cité collégiale  
801, promenade de l'Aviation, Ottawa  
613.742.2499

MultiCollège de l'Ouest du Québec  
217, boul. Montcalm, Gatineau  
819.595.1115

Collège Préuniversitaire  
Nouvelles-Frontières  
2199, St-Louis, Gatineau  
819.551.8922



NOS CERTIFICATS, DIPLÔMES D'ÉTUDES SUPÉRIEURES SPÉCIALISÉES, MAÎTRISES ET DOCTORATS VOUS PERMETTRONT DE COMPLÉTER VOTRE FORMATION À TEMPS PARTIEL OU COMPLET.

**EXACTEMENT  
CE QU'IL VOUS FAUT!**

IL RESTE ENCORE DES PLACES POUR LE  
TRIMESTRE  
D'AUTOMNE 2004.  
**INSCRIVEZ-VOUS  
DÈS MAINTENANT!**

**NOUVEAUTÉS**

- DOCTORAT EN PSYCHOLOGIE
- DOCTORAT EN RELATIONS INDUSTRIELLES
- MAÎTRISE EN ADMINISTRATION DES AFFAIRES (MBA POUR CADRES), CHEMINEMENT SPÉCIALISÉ EN SCIENCES COMPTABLES

Cliquez sur « futurs étudiants »

**[www.uqo.ca](http://www.uqo.ca)**

**BUREAU DU REGISTRAIRE**

(819) 773-1850 ou 1 800 567-1283, poste 1850  
[question@uqo.ca](mailto:question@uqo.ca)

